



# **PLAN GENERAL DE COORDINATION ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

## **OPERATION :**

### **SITE COPERNIC**

**Désamiantage et démolition d'un ensemble immobilier  
composé de deux bâtiments  
6, Rue Nicolas Copernic  
78190 TRAPPES**



Etabli par Sory TOUNKARA

Articles L 4532-8 et Articles R. 4532-42 à R. 4532-51 du Code du Travail

## SOMMAIRE

# 1

## INTRODUCTION

- A COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE
  - 1- Principes généraux de prévention
  - 2- Implication des différents intervenants
  - 3- Responsabilités
- B MISSION DU COORDONNATEUR DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE
- C PRESENTATION DU P.G.C.

# 2

## LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE.

- A REGLEMENTS
  - 1- Textes applicables
  - 2- Recommandations techniques de Sécurité
  - 3- Réglementation locale
- B PRESENTATION DES INTERVENANTS
- C PRESENTATION DU PROJET
- D RENSEIGNEMENTS GENERAUX
- E SUJETIONS LIEES AU SITE ET AVOISINANTS
- F RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

# 3

## LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ET DE LA COORDINATION

- 0 REGLEMENT D'ORGANISATION DES CHANTIERS
- A DESIGNATION DE L'ENTREPRISE PRINCIPALE
- B DEPENSES COMMUNES ET MISE EN COMMUN DE MOYENS
- C REUNION PRELIMINAIRE
- D DOCUMENTS / TRANSMISSION
- E PLANNING PREVISIONNEL TCE
- F ACCES ET CIRCULATIONS
- G CLOTURE DE CHANTIER / BALISAGE / SIGNALISATION
- H CANTONNEMENTS
- I FLUIDES
- J ELEVATION DU PERSONNEL
- K MANUTENTION ET LEVAGE DU MATERIEL
- L PROTECTIONS COLLECTIVES
- M STOCKAGES
- N NETTOYAGE DU CHANTIER / GRAVOIS
- O PROTECTIONS CONTRE L'INCENDIE / EXPLOSION
- P ENGINS
- Q PRODUITS DANGEREUX
- R PREVENTION EN CAS DE CANICULE

## 4

### LES MODALITES DE COOPERATION

ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

- A VISITE D'ACCUEIL ET PREPARATION DU PPSPS
- B ENTREPRISES TITULAIRES D'UN MARCHE DE TRAVAUX
- C SOUS-TRAITANTS
- D ARTISANS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS
- E PERSONNELS INTERIMAIRES

## 5

### LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS

LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

- A TELEPHONE
- B CONSIGNES ET AFFICHAGE
- C CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT
- D SECOURISTES
- E MATERIEL DE SECOURS
- F FORMALITES A ACCOMPLIR EN CAS D'ACCIDENT

## A

### ANNEXE - FICHE D'ACCIDENT DU TRAVAIL AVEC A. T.

#### ACTUALISATION DU P.G.C.

1	CREATION 17/10/2023

# 1

## INTRODUCTION

### A - COORDINATION DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION DE LA SANTE SUR LES CHANTIERS

#### 1- Principes généraux de Prévention

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, **le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le coordonnateur et les entrepreneurs** doivent mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés dans l'article L 4121-2 du Code du Travail :

- 1°) Eviter les risques.
- 2°) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3°) Combattre les risques à la source.
- 4°) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5°) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6°) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7°) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L 1152-1.
- 8°) Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9°) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

#### 2- Implication des différents intervenants

- \* La Loi du 31 Décembre 1993 impose cette mise en œuvre, dans le cadre d'un chantier de bâtiment ou de génie civil, au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur de sécurité, à l'exception des principes 4° et 9°, qui sont du ressort des seuls entrepreneurs.
- \* Les travailleurs indépendants, ou les employeurs travaillant pour eux-mêmes sur le chantier doivent mettre en œuvre les principes 1°, 2°, 3°, 5°, 6°, vis-à-vis des autres personnes du chantier comme d'eux-mêmes.

#### 3- Responsabilités

- \* Le coordonnateur SPS agit sous la responsabilité du maître d'ouvrage.
- \* L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants au chantier.
- \* L'entrepreneur conserve ses responsabilités en matière d'accident.
- \* Chaque entrepreneur a sa part, dans la police de chantier et de la sécurité, tant en ce qui concerne les dispositions propres à son personnel et au travail que celui-ci exécute, que vis-à-vis des personnes dont la présence est justifiée sur les lieux des travaux (fournisseurs, livreurs, conseils...)
- \* Le nouveau Code Pénal ayant introduit la notion de « délit de mise en danger des personnes », toute personne ayant autorité sur le chantier, même en l'absence d'accident, peut voir sa responsabilité mise en cause par l'inspecteur du travail, en cas de violation, manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la Loi ou par le règlement.

## **B - MISSION DU COORDONNATEUR DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

Missions définies par la Loi du 31 Décembre 1993 :

- \* Veiller à ce que les principes de prévention définis ci-dessus soient effectivement mis en oeuvre.
- \* Rédiger un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC), en assurer la diffusion, le tenir à jour et en surveiller l'application.
- \* Constituer, dès la phase de conception, et rassembler, tout au long du chantier, les éléments nécessaires au Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).
- \* Ouvrir un Registre Journal de la coordination (RJ), y consigner les compte rendus des inspections, les consignes à transmettre, les observations à tous les intervenants du chantier et le faire viser par les intéressés avec leur réponse éventuelle. Noter sur ce journal les coordonnées, effectifs, dates de travaux de toute entreprise ou sous-traitant devant intervenir sur le chantier.
- \* Définir les sujétions afférentes à la mise en place des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales.
- \* Organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives.
- \* Procéder, préalablement à l'intervention de chaque entreprise ou sous-traitant, et avec elle, à une inspection commune, visant à préciser les mesures d'organisation propres au chantier et à la nature des travaux.
- \* Collecter les Plans Particuliers de Sécurité (PPSPS) des entreprises et vérifier que les consignes propres au chantier et à la nature des travaux y figurent, et qu'elles sont appliquées.
- \* Organiser, lorsque le chantier se situe dans ou à proximité d'un établissement en activité, avec le chef d'établissement, la délimitation du chantier et des accès et les protections diverses à mettre en place pour limiter les interférences entre les activités. Donner les consignes correspondantes aux entreprises.
- \* Présider le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) lorsqu'il est requis.
- \* Prendre les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
- \* Visiter et suivre le chantier et vérifier l'application correcte des mesures qu'il a définies.
- \* Dans le cas où les remarques ou consignes du coordonnateur ne seraient pas suivies d'effets ou seraient contestées, saisir le maître d'ouvrage qui prendra en compte les mesures et les moyens nécessaires.

## **C - PRESENTATION DU PLAN GENERAL DE COORDINATION**

- \* A la demande du Maître d'ouvrage, le Coordonnateur a établi ce « PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE » pour être joint au dossier de consultation des entreprises.
- \* Le PGC résulte de l'étude des esquisses et avant-projet du Maître d'oeuvre menée par le Coordonnateur, pour améliorer les futures conditions de travail et diminuer les risques (implantation des ouvrages, travaux en limites séparatives, accès provisoires et définitifs...).
- \* Ce document constitue une pièce essentielle du dossier de consultation.
- \* Certaines dispositions en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment celles ayant une incidence financière devront être prises en compte par les entreprises dans l'établissement de leur offre (installations de chantier, protections collectives, nettoyages...).
- \* La mise en oeuvre de matériels ou de procédures visant au respect des normes et codes en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et au respect du P.G.C. ne pourra faire l'objet d'une demande de délai d'exécution supplémentaire ou de demande de plus-value de la part de la ou des entreprises concernées.
- \* Sont concernées par le présent document toutes les personnes sans exception qui sont amenées à intervenir sur le chantier.
- \* Toute entreprise co-traitante ou sous-traitante devra, en conséquence, être informée par l'entreprise titulaire, que le chantier fait l'objet d'un PGC.
- \* En cours de réalisation, le PGC sera complété et adapté par le Coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents travaux. Il intégrera, en les harmonisant, les PPSPS ou les Plans de Prévention lorsque ceux-ci sont requis. Son actualisation ne pourra en aucun cas être un prétexte aux entreprises pour le refuser.

# 2

## LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

### A - REGLEMENTS

#### 1- Textes applicables

- \* Décret du 20.03.1979 :
- \* Décret du 03.09.1992 :
- \* Loi du 31.12.1993 n° 14-18 :
- \* Décret du 26.12.1994 n° 99-1159 :

#### *Liste non exhaustive*

Formation à la sécurité  
Manutention manuelle  
Chantiers temporaires et mobiles  
Intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil  
Equipements de travail, moyens de protection

- \* Loi du 31.12.1991 n°91-1414 :
- \* Décrets 92-765 à 92-768
- \* Décrets 93-40 et 93-41
- \* Circulaire D.R.T. du 22.09.1993 n° 93-22
- \* Instructions D.R.T. du 18.03.1993 n° 93-13
- \* Dispositions générales
- \* Décret du 08.01.65
- \* Décret du 14.11.88 (électricité)
- \* Toute réglementation s'appliquant à la commune, la région ou le pays.
- \* Code du travail
- \* Le règlement d'Organisation es chantiers propre à la ZAC

#### 2- Recommandations techniques de sécurité

- \* Les entreprise, chacune pour son corps de métier, doivent avoir connaissance des divers documents, brochures, guides et fiches éditées par :
  - l'OPPBTP
  - l'INRS
  - la CRAM
- \* Elles doivent constamment s'en inspirer pour concevoir leurs modes opératoires et les installations de sécurité nécessaires.
- \* Elles doivent se conformer aux consignes et notices techniques de sécurité fournies par les fabricants des produits de bâtiments, des matériels, machines et outillages utilisés sur le chantier.

## B- PRESENTATION DES INTERVENANTS

La liste des intervenants sera tenue à jour par le coordonnateur dans le Registre Journal, tout au long de l'opération.

FONCTION	NOM	RESPONSABLE	T	Tp	E-Mail	ADRESSE	CP - VILLE
MAITRE D'OUVRAGE	EPF ILE DE FRANCE	Ivan BAILLY	01.40.78.97.75	07.60.02.48.48	IBAILLY@epfif.fr	4-14 rue Ferrus	75014 Paris
MADATAIRE/AMO							
MAITRE OEUVRE	SAFEGE SAS	Alexis CHANET	01 46 14 71 00	06 42 41 85 29	alexis.chanet@safege.com	15-27, Rue du Port	92022 NANTERRE CEDEX
MAITRE OEUVRE	SAFEGE SAS	Asmae BENMOUSSA			asmae.benmoussa@suez.com	15-27, Rue du Port	92022 NANTERRE CEDEX
COORDONNATEUR SPS	QUARTET	Sory TOUNKARA	01 30 10 64 91	07 62 06 88 93	s.toukara@quartet.archi	1 place de la croix st jacques	95390 ST PRIX
ENTREPRISES							

## C - PRESENTATION DU PROJET

Sur la base des informations fournies par le Maître d'Oeuvre et le Maître d'Ouvrage :

Situation géographique:	Trappes
Adresse	6 Rue Nicolas Copernic
Nature de l'opération	Travaux de curage, de désamiantage, de démolition d'un ensemble immobilier composé de deux bâtiments
Destination	TERRAIN LBRE
ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement)	OUI (soumise à déclaration à contrôle périodique au titre de la rubrique 2921)
Mode de consultation	PUBLIC
Lots séparés / Entreprise générale/Groupement	LOT UNIQUE

### Description sommaire des travaux

L'opération concerne le désamiantage et la démolition totale des bâtiments A et B du site avec conservation du parking et du poste gardien à l'entrée du site

### Phases de travaux

Les travaux seront réalisés en une seule phase



Vue aérienne du site (cf. rapport AVP Suez consulting)



## D - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Sur la base des informations fournies par le Maître d'Oeuvre et le Maître d'Ouvrage :

Catégorie de l'opération	2eme Catégorie (obligation de PGC, PPSPS)
Déclaration préalable	Oui
Permis de voirie, circulations, occupation du sol	Demandes à la charge de l'entreprise principale. Copie des demandes et des réponses à fournir au coordonnateur
Demande d'arrêté auprès de la DDE, Services Techniques, aménageur, copropriétés.	A la charge de l'entreprise principale Copie des demandes et des réponses à fournir au coordonnateur
D.I.C.T.	A la charge de l'entreprise principale. Copie des réponses des concessionnaires à fournir au coordonnateur.
Demandes d'autorisation de survol Demandes de dérogation	A la charge de l'entreprise principale.
Durée globale des travaux	12 MOIS
Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
Prévision d'effectif moyen de pointe	20 35
Nature des intempéries donnant lieu à un arrêt de chantier pour des raisons de sécurité	Vent : * vitesse supérieure ou égale à 50 km/h (manutention de panneaux) * vitesse supérieure ou égale à 60 km/h (nacelles) * vitesse supérieure ou égale à 72 km/h (arrêt des grues) Pluie : * + 30mm d'eau en 24h gel : * - 3°C Neige : * neige continue de plus de 2 heures ou +5cm

## E - SUJETIONS LIEES AU SITE ET AVOISINANTS



Sur la base des informations fournies par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

<b>Horaires</b>	* Horaires de chantier du lundi au vendredi : 7h30 à 18h00 sous réserve d'éventuelle restriction de la mairie
<b>Accès</b>	* L'accès se fait par la rue Nicolas Copernic
<b>Présence de réseaux, de câbles électriques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* La qualification AIPR est nécessaire pour l'intervention et une demande de DICT</li> <li>* Une suppression des réseaux est à réaliser par le maître d'ouvrage avant le début de l'intervention</li> <li>* L'entreprise devra s'assurer de la déconnexion des bâtiments aux réseaux avant toute intervention et prévoir des consignations sur les réseaux</li> <li>* Une canalisation de gaz traverse le site</li> </ul>
<b>Servitudes liées au site.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Le projet concerne l'ancien site de STELLANTIS</li> <li>* Il est nécessaire de prendre en compte l'historique du site dans toutes les phases de travaux.</li> <li>* En cas de découverte de produits dangereux pendant les travaux, l'entreprise intervenante devra suspendre immédiatement ses travaux et avertir le Maître d'ouvrage le maître d'œuvre et le CSPS.</li> </ul>
<b>Pollution des sol</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Le rapport de sol établi par Dekra Industrial du 06/01/2022 indique que les résultats d'analyses n'ont pas mis en évidence de pollution dans les sols au droit des sondages réalisés et pour les paramètres recherchés.</li> <li>* <b>Référence rapport : TRAPPES Copernic_TRC_20220106_DE_I&amp;II_vA</b></li> </ul>
<b>Réseaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* La suppression ou la consignation préalable des réseaux doit être réalisée préalablement au démarrage des travaux.</li> <li>* Un PV de suppression sera transmis par le maître d'ouvrage à l'entreprise et au coordonnateur, avant tout démarrage de travaux</li> </ul>
<b>Avoisinants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Présence de site industrielle et le parking du site qui restera en activité durant les travaux</li> <li>* Une partie du parking devra être neutralisée pour les besoins du chantier ( cantonnement, stockage, parking chantier...)</li> <li>* Le parking devra être séparé de l'emprise chantier par des clôtures opaques et solide.</li> <li>* Mettre en place des accès distincts pour le chantier et les usagers du parking.</li> <li>* L'entreprise prendra toutes les dispositions pour garantir et maîtriser les nuisances qui seront générées. Le chantier devra être clôturé convenablement et fermé sur tout son périmètre et une signalétique des travaux (chantier interdit au public, sortie camion...) devra être mise en place.</li> </ul>
<b>Risque pyrotechnique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Le rapport de sol établi par Dekra Industrial du 06/01/2022 indique que le site a fait l'objet d'un bombardement pendant la 2e guerre mondiale. Le risque de découverte d'éléments pyrotechnique existe durant les travaux.</li> <li>* Il sera nécessaire de prendre en compte le risque pyrotechnique pendant la phase de démolition. L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour prévenir se risque (personnels formés...)</li> <li>* En cas de découvertes d'éléments pyrotechnique l'entreprise devra stopper les travaux, établir un périmètre de sécurité, informer le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le CSPS et la sécurité civile.</li> </ul>
<b>Présence d'HAP</b>	* Le rapport de recherche d'HAP dans des enrobés N° A223101 du 02/09/2022, établi par DIAGTIM indique <b>que le total des HAP détectés inférieur à 50 mg/kg</b>
<b>Présence de plomb</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* <b>Les mesures du taux de plomb dans les revêtements avant démolition indiquent que des revêtements plombifères ont été identifiés sur des éléments métalliques (porte, conduit...)</b> (cf. Dossier P350201 du 02/09/2022 établi par DIGTIM).</li> <li>* <b>L'entreprise de démolition devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour les déposés en toute sécurité</b></li> <li>* Dispositions spécifiques à la prévention du risque d'exposition au plomb (Articles R4412-156 à R4412-160) du code du travail</li> </ul>

<b>Présence de matériaux contenant de l'amiante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* <b>Le rapport de diagnostic amiante avant démolition N° A350201 du 02/09/2022, établi par DIAGTIM indique la présence d'amiante</b></li> <li>* <b>Le rapport de diagnostic amiante avant démolition sur enrobés N° A223101 du 02/09/2022, établi par DIAGTIM indique l'absence d'amiante</b></li> <li>* <b>Les rapports indiquent que certaines zones n'ont pas été investiguées</b></li> <li>* <b>Le diagnostic devra être complété avant toute intervention dans ces zones.</b></li> <li>* Un désamiantage complet sera fait avant toute démolition</li> <li>* Un plan de retrait devra être établi</li> <li>* Toute intervention sur les produits ou matériaux contenant de l'amiante devra être conforme aux dispositions du Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante</li> </ul>
<b>Présence d'équipements techniques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Présence de cuves, groupe électrogène, CTA...</li> <li>* Tous les équipements techniques du bâtiment devront être identifiés, consignés, traités, déposés et évacués en toute sécurité.</li> <li>* Les ouvrages et éléments instables et suspendus devront être stabilisés avant toute dépose et intervention.</li> </ul>

## F - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Coordonnées complètes et nom des correspondants (liste non exhaustive).

NOM		
Mairie - services techniques	01 30 69 17 00	1 place de la République, 78197 Trappes

Services d'urgence		
Police:	17	
SAMU:	15	
Pompiers:	18	
Hôpital :	Il est interdit de conduire directement un blessé à l'hôpital. Appeler le 112 ou le 15 et suivre les instructions	
Autres services		
DRIEETS	01 71 59 54 78	34 avenue du Centre 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES
CRAMIF	01 44 65 79 40	92 avenue de Paris CS 90288, 78035 Versailles
OPPBTP	01 46 09 27 00	25 Av. du Général Leclerc, 92100 Boulogne-Billancourt

# 3

## LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

### MESURES GENERALES

#### A - DESIGNATION DE L'ENTREPRISE PRINCIPALE

- L'entreprise principale ici désignée est l'entreprise adjudicataire du **lot DEMOLITION ET DESAMIANTAGE**
- Elle devra, à ce titre, mettre en place et préciser les mesures d'organisation générale définies ci-dessous.
- Elle aura à sa charge l'élaboration et l'actualisation du plan d'installation de chantier, sur la base du plan de principe d'installation annexé au P.G.C.  
Celui-ci prendra en compte tous les points mentionnés dans le P.G.C.  
Celui-ci précisera tous les points mentionnés ci-dessous (dans les chapitres « mesures d'organisation générale »).  
Pour cela, elle devra s'enquérir avec le coordonnateur, des besoins des différentes entreprises intervenantes.
- L'entreprise doit la fourniture, la mise en place et la maintenance des mesures d'organisation générale décrites ci-dessous, jusqu'à la fin des travaux T.C.E.
- Les entreprises adjudicataires des lots définis dans le CCTP ainsi que dans la liste des intervenants (cf chapitre 2 - C du présent document) auront à leur charge certains mesures d'organisation générale. Le nom du lot sera précisé pour chacune d'entre elle. L'entreprise adjudicataire du marché correspondant à ce lot devra la mettre en œuvre pendant la durée du chantier et la préciser (moyens en homme et matériel) dans son PPSPS.

### MESURES GENERALES

#### B - DEPENSES COMMUNES ET MISE EN COMMUN DE MOYENS

- \* Les mesures d'organisation générale décrites ci-dessous sont réparties et affectées aux entreprises adjudicataires des lots décrits au chapitre 2 - .B.
- \* Les entreprises ne pourront affecter les dépenses consécutives à la mise en œuvre des mesures qui leur sont imputés à une ou plusieurs autres entreprises, même si celles-ci sont co-traitantes ou sous-traitantes.
- \* De même, elles ne pourront affecter les dépenses consécutives à la mise en œuvre des mesures qui leur sont imputés à une ou plusieurs autres entreprises, même si ce matériel est loué.
- \* Seules les dépenses de consommables tels que électricité, téléphone ou eau pourront faire l'objet d'un compte prorata ou d'un compte inter entreprises.
- \* Les moyens correspondant à la mise en œuvre des mesures d'organisation générales seront mis à la disposition des entreprises dont la liste est précisée à chaque chapitre.
- \* La mise en commun des moyens devra faire l'objet d'une réception par chaque entreprise utilisatrice et d'un Procès - Verbal signé par les parties.
- \* Les entreprises ne pourront affecter les dépenses consécutives à la mise en œuvre des mesures qui leur sont imputés aux entreprises utilisatrices sauf si celles-ci accusent un retard quantifié et reconnu dans l'exécution des travaux qui leur sont spécifiques
- \* Les entreprises devront, au fur et mesure de l'avancement du chantier, adapter les moyens correspondant à la mise en œuvre des mesures d'organisation générales. Seule une modification significative du projet en cours de son exécution et entraînant une modification des moyens pourra faire l'objet d'une demande de devis auprès du Maître d'Ouvrage.
- \* Toute modification des moyens devra avoir reçu l'accord préalable des entreprises utilisatrices et du coordonnateur

**MESURES GENERALES C - REUNION PRELIMINAIRE – REPERAGE DES RESEAUX / ENVIRONNEMENT/ PHASAGE DES TRAVAUX**

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Présents - Objectifs</b>				
<p>Une réunion préalable à tout commencement de chantier sera organisée.</p> <p>Cette réunion regroupera tous les intervenants concernés:                      + les services de l'urbanisme de la commune concernée                      + les entreprises amenées à intervenir sur le site                      + la Mairie ou la CPA dès que les travaux prévues interviennent sur ou en bordure du domaine public                      + les concessionnaires dont les réseaux sont identifiés en classe C</p> <p>Elle aura pour but de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaître les dispositions acceptées par les municipalités et/ou la DIR concernant la circulation (déviation, feux tricolores...)</li> <li>- Préciser avec les concessionnaires concernés la présence de réseaux enterrés et aériens en service sur ou à proximité du site</li> <li>- Définir les différentes dispositions en matière de sécurité seront arrêtées afin de protéger, si nécessaire, les réseaux et les hommes (protections lourdes sur réseau GDF, vibro fonçage ou non, protections par rapport aux réseaux aériens).</li> <li>- Préciser les demandes d'emprise sur les espaces publics nécessaires aux travaux</li> <li>- Connaître les contraintes de circulation des véhicules des riverains (largeur nécessaire pour la circulation des véhicules..)</li> <li>- Connaître les contraintes de circulation des véhicules et des piétons (déviation, sens interdit, traversées de voie, arrêt momentané de la circulation...)</li> <li>- Connaître les contraintes liées au stationnement des véhicules (interdiction de stationnement...)</li> <li>- Connaître la destination des voies et les charges roulantes autorisées.</li> <li>- Connaître les dispositions acceptées par les municipalités et/ou la DIR concernant la circulation (déviation, feux tricolores...)</li> <li>- Connaître les contraintes diverses liées au site afin de pouvoir prévoir, organiser et gérer le chantier.</li> <li>- Arrêter les mesures nécessaires à l'installation de chantier (aires de stockage et de cantonnement) en fonction des accès possibles et des manutentions à réaliser</li> </ul>	M. OUVRAGE		M. OUVRAGE	

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Planning TCE – Phasage des travaux</b>				
<p>Afin de pouvoir établir, un planning d'exécution TCE (intervenants extérieurs compris) afin de pouvoir organiser les travaux et prévenir les risques liés à la coactivité.</p> <p>L'Entrepreneur établira des plans de phasage détaillés qu'il soumettra au Maître d'œuvre, à l'Exploitant et à la Police dans un délai compatible avec le planning des travaux. Ces plans feront apparaître clairement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> La limite d'emprise et les conditions de circulation.</li> <li><input type="checkbox"/> Les accès et sorties de chantiers.</li> <li><input type="checkbox"/> Les accès piétons et la circulation des piétons.</li> <li><input type="checkbox"/> La nature des barrières et notamment la localisation des séparateurs modulaires de voies en indiquant ceux qui sont déplacés et ceux qui doivent être déposés ou approvisionnés.</li> <li><input type="checkbox"/> Les travaux effectués de nuit (le cas échéant) et les dispositions prises en compte.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	TCE		
<b>D.I.C.T. - Autorisations</b>				
<p>La D.I.C.T. n'est pas obligatoire en cas de travaux sans fouille, ni enfoncement, ni forage, ni rabotage, ni décaissement du sol et ne faisant subir au sol ni compactage, ni surcharge, ni vibrations susceptibles de les affecter</p> <p>Les entreprises réalisant des ouvrages à proximité des réseaux (enterrés comme aériens) devront établir une DICT sur le guichet unique</p> <p><u>Les réponses des concessionnaires seront diffusées au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS accompagnées des précautions spécifiques à prendre selon les techniques de travaux prévues</u></p> <p><u>Les travaux ne peuvent être entrepris avant l'obtention de tous les récépissés de déclaration relatifs à des ouvrages en service sensibles pour la sécurité ou avant le rendez-vous sur site avec l'exploitant</u></p> <p>La DICT doit être renouvelée quand :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les travaux ne sont pas entrepris dans les 3 mois qui suivent</li> <li>- Les travaux sont interrompus plus de 3 mois</li> <li>- Les travaux durent plus de 6 mois</li> </ul> <p>L'entreprise doit conserver sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les récépissés de DICT</li> <li>- le compte-rendu de marquage-piquetage réalisé sous la responsabilité du responsable de projet pour les ouvrages des exploitants qui ont fourni des plans et, le cas échéant, le plan de synthèse mis à jour</li> <li>- le compte-rendu de marquage piquetage suite à réunion sur site pour chacun des ouvrages dont</li> <li>- l'exploitant n'a pas fourni de plan</li> </ul>	TCE	M OUVRAGE M ŒUVRE C SPS		
	TCE			

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>D.I.C.T. – Information - Piquetages</b>				
<p>L'entreprise doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- prendre en compte et appliquer les prescriptions indiquées par les exploitants dans les récépissés de DICT ;</li> <li>- informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux de la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité dont l'emplacement a été communiqué dans les récépissés de DICT et des <u>mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors des travaux</u></li> </ul> <p>La maitre d'ouvrage fait procéder par l'entreprise au marquage et piquetage au sol des réseaux souterrains ne service identifiés qui se situent à moins de 2.00m de l'emprise des travaux en tenant compte de l'incertitude d'implantation des réseaux</p> <p>L'exploitant du réseau qui n'a pu fournir des plans de localisation lors de la DICT doit procéder au piquetage et marquage au sol de ses réseaux et à ses frais.</p>	TCE			
<b>D.I.C.T. – Sondages complémentaires</b>				
<p>Dans le cas où les résultats de la DT et les réponses des concessionnaires à la DICT ne serait pas suffisants pour identifier les réseaux avec une précision de classe A, des investigations complémentaires seront réalisées par l'entreprise</p> <p>Elles seront réalisées des moyens permettant d'éviter les terrassements lorsque la nature des ouvrages le permet ou par des fouilles permettant de mettre les ouvrages à nu et de les référencer géographiquement</p>	TCE			
<b>Découvertes fortuites</b>				
<p>Dans le cas de découverte fortuite de réseaux non identifiés, l'entreprise devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyser la situation en cas de suspension de travaux, et décider le cas échéant l'arrêt des travaux par un ordre écrit en cas de dangers liés à la découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou au constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT</li> <li>- Prévenir le Maitre d'Ouvrage, Maitre d'œuvre et le coordonnateur SPS</li> </ul>	TCE			



**MESURES GENERALES**

**D - DOCUMENTS / TRANSMISSION**

	<b>A LA CHARGE DE</b>
<b>DECLARATION PREALABLE</b>	
* Affichage sur le chantier de la déclaration préalable, et son maintien pendant la durée du chantier.	ENTREPRISE PRINCIPALE
<b>REGISTRE JOURNAL</b>	
* Les entrepreneurs doivent tenir compte des indications notées dans le Registre Journal qu'ils doivent parapher lorsqu'elles les concernent. Les réponses éventuelles seront intégrées au Registre Journal.	CHAQUE ENTREPRISE
* Chaque entreprise, y compris sous-traitante, doit avoir en permanence sur le chantier, une personne habilitée par elle à viser le Registre Journal.	CHAQUE ENTREPRISE
* Le coordonnateur adresse aux entrepreneurs une copie des comptes-rendus du Registre Journal qui les concernent.	
* L'entreprise principale a la charge de la conservation sur le chantier d'un exemplaire du Registre Journal et sa présentation à toute demande de l'inspection du travail, de la CRAM ou de l'OPPBTP..	ENTREPRISE PRINCIPALE
<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b>	
* L'entreprise qui intervient sur un chantier soumis à un PGC doit le transmettre à ses sous-traitants et lui ajouter, si nécessaire, un document précisant les mesures générales d'organisation qu'elle a arrêté pour ses travaux. Cette mesure s'applique aussi aux PGC actualisés.	CHAQUE ENTREPRISE
* Tout sous-traitant devra tenir compte, dans son PPSPS, des informations fournies et notamment celles contenues dans le présent document.	CHAQUE ENTREPRISE
* L'entreprise principale a la charge de la conservation sur le chantier d'un exemplaire du PGC actualisé et sa présentation à toute demande de l'inspection du travail.	ENTREPRISE PRINCIPALE
<b>INSPECTIONS COMMUNES</b>	
* L'entreprise qui intervient sur un chantier devra, préalablement, réaliser une inspection commune	CHAQUE ENTREPRISE
* Celle-ci sera à organiser (suivant la nature et les risques, entre 1 mois et 2 semaines avant toute intervention	
* Aucun RDV ne sera accepté dans un délai inférieur à 2 semaines	
* L'entreprise qui sous traite des travaux devra organiser l'inspection commune de son sous-traitant et l'accompagner à cette dernière	

A LA CHARGE DE	
<b>PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE</b>	
<p><b>Entreprises concernées</b></p> <p>* Toutes les entreprises, y compris sous-traitantes, ont l'obligation d'établir un PPSPS et de le transmettre au coordonnateur dans un délai de 30 jours (ramené à 8 jours pour les sous-traitants des lots secondaires), à compter de la réception de la notification de leur marché et au plus tard 15 jours avant toute intervention sur le chantier.</p> <p><u>NOTA : cas des locations d'engins avec chauffeur</u></p> <p>* L'entrepris que loue un engin devra accueillir le conducteur comme un de ses salariés et lui transmettre les consignes de sécurité propres au chantier</p> <p>* L'entreprise fera contresigner son PPSPS par chaque conducteur</p>	CHAQUE ENTREPRISE
<p><b>Elaboration du PPSPS</b></p> <p>* Chaque entreprise, y compris sous-traitante doit effectuer avec le coordonnateur une inspection commune, préalablement à l'établissement de son PPSPS.</p> <p>* L'entreprise doit établir son PPSPS :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en répondant aux prescriptions définies par la loi n° 93-1418 et le décret n°94-1159 du 26/12/94.</li> <li>- en respectant les prescriptions du présent PGC.</li> <li>- en mentionnant les renseignements généraux concernant l'organisation de l'entreprise vis-à-vis de la sécurité du chantier.</li> </ul> <p>* Le PPSPS n'est pas un document standard, mais doit prendre en compte les mesures de sécurité et de protection de la santé propres au chantier concerné et aux tâches à exécuter.</p> <p>* Le PPSPS devra entre autres comporter la mention explicite du devoir de tous les personnels d'apporter leur concours à l'amélioration de leur propre sécurité et de leurs conditions de travail.</p> <p>* Le PPSPS devra être rédigé dès sa première diffusion pour toute la durée du chantier. Il ne pourra être adapté ou compléter que pour les raisons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- modification dans l'organisation des tâches faisant l'objet d'un recalage du planning d'exécution</li> <li>- modification de la méthodologie dans la mise en œuvre d'une partie spécifique de l'ouvrage</li> </ul>	CHAQUE ENTREPRISE
<p><b>Diffusion du PPSPS</b></p> <p>* Chaque entreprise doit adresser son PPSPS au médecin du travail qui doit y apposer son visa.</p> <p>* Les PPSPS seront transmis en 2 exemplaires au coordonnateur, à l'exception des PPSPS du lot gros œuvre ou d'un lot exécutant des travaux comportant des risques particuliers, qui seront transmis au coordonnateur en autant d'exemplaires supplémentaires que de lots définis au dossier d'appel d'offres.</p> <p>* Les PPSPS du lot gros œuvre et du lot désamiantage doivent être adressé par l'entrepreneur à l'Inspecteur du Travail, à l'OPPBTP et à la CRAM en y joignant le cas échéant les avis du médecin du Travail et des délégués du personnel (ou du CHSCT).</p> <p>* Chaque entreprise y compris sous-traitante doit laisser sur le chantier un exemplaire à jour de son PPSPS.</p> <p>* L'entreprise principale a la charge de la conservation sur le chantier d'un exemplaire de chaque PPSPS.</p>	CHAQUE ENTREPRISE

	A LA CHARGE DE
<b>Evolution des PPSPS</b> * Les PPSPS doivent évoluer et être modifiés : - sur l'initiative des personnels du chantier confrontés à une situation nouvelle. - sur demande du coordonnateur ou d'un organisme de contrôle de la sécurité, dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS * Deux semaines avant l'exécution de toute tâche non décrite dans le PPSPS d'origine, les entreprises devront informer le coordonnateur sous forme d'avenant complétant leur PPSPS.	CHAQUE ENTREPRISE
<b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b>	
* Un plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise * Il sera soumis à l'accord du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage et du coordonnateur. * Ce plan devra indiquer : - les accès véhicules et les accès personnels - les aires de stationnement pour les engins et véhicules du chantier - les aires de stockage (matériels, matériaux, produits dangereux, gravois...) - les aires d'approvisionnement et de reprise - les clôtures en indiquant leur nature - les passages piétons protégés - les implantations des moyens de levage - l'implantation des cantonnements et locaux de chantier , en précisant leur capacité et leur destination. * En cas de modification de l'installation en cours de chantier, le plan devra être actualisé et recevoir un nouvel accord.	ENTREPRISE PRINCIPALE
<b>PRESENCE D'AMIANTE</b>	
* L'amiante est présent sur les bâtiments * Dans le cas où l'entreprise rencontrerait des canalisations ou des fourreaux à base d'amiante, deux possibilités se présenteront : –soit la canalisation découverte n'est pas concernée par les travaux. Elle sera, dans ce cas balisée et protégée afin qu'elle ne soit pas endommagée –soit la canalisation découverte est concernée par les travaux. Elle sera, dans ce cas, déposée conformément au Code du Travail et, si nécessaire remplacée sur son parcours. Dans ce cas, un plan de retrait devra être communiqué un mois avant le démarrage des travaux à l'Inspection de Travail, la CRAMIF et l'OPPBTP.	M. OUVRAGE ENTREPRISE PRINCIPALE ENTREPRISE PRINCIPALE
<b>D.I.C.T. - Autorisations</b>	
*Les entreprises réalisant des ouvrages à proximité des réseaux (enterrés comme aériens) devront établir une DICT * Une copie des demandes sera adressée au Coordonnateur ainsi que les réponses faites par les administrations concernées et les concessionnaires.	CHAQUE ENTREPRISE

<b>QUALIFICATION AIPR</b>	
<p>L'AIPR ou Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux est une nouvelle étape de la réforme anti-endommagement des réseaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Elle conduit à une obligation de compétences pour les personnels intervenant en préparation et en exécution des travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, dont la formation se révèle être un facteur clé de réduction des risques de dommages.</li> <li>* Les compétences ainsi acquises se traduisent par une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) délivrée par l'employeur à son salarié</li> </ul> <p><b>DATE DE DEBUT D'OBLIGATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* L'AIPR est obligatoire à compter du 1er janvier 2018.</li> </ul> <p><b>DUREE VALIDITE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Dans la plupart des cas, l'autorisation délivrée est valable 5 ans, qu'elle se réfère à une attestation de compétence après examen QCM ou tout autre diplôme/certificat de qualification professionnelle.</li> <li>* Si elle se réfère à un CACES cependant, sa limite de validité ne peut dépasser celle du CACES.</li> </ul> <p><b>PERSONNES DEVANT ETRE FORMEES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Côté employeurs, sont concernés les maîtres d'ouvrage publics et privés de travaux, leurs partenaires en maîtrise d'œuvre et les entreprises de travaux amenées à intervenir à proximité des réseaux.</li> <li>* Côté personnels, trois catégories de personnels sont concernés par la détention de l'AIPR:</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Les concepteurs : il s'agit des salariés du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre intervenant en préparation ou suivi des projets de travaux. Pour chaque projet de travaux, à minima un salarié du maître d'ouvrage ou de l'organisme intervenant pour son compte, doit détenir une AIPR « concepteur ». Idem pour les prestataires en localisation des réseaux ou en récolement de réseaux neufs voulant être certifiés.</li> <li>* Les encadrants : il s'agit des salariés de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux (chef de chantier, conducteur de travaux). Pour tout chantier de travaux, à minima un salarié de l'exécutant de travaux doit détenir une AIPR « encadrant ».</li> <li>* Les opérateurs : il s'agit des salariés intervenant directement à proximité des réseaux aériens ou enterrés, en tant qu'opérateur d'engin ou dans le cadre de travaux urgents. Sur tout chantier de travaux, l'ensemble des opérateurs d'engin doivent détenir une AIPR « opérateur ». Sur tout chantier de travaux urgents, l'ensemble des personnels intervenant en terrassement ou en approche des réseaux aériens doivent détenir une AIPR « opérateur ». Nota: uniquement pour les travaux urgents, il est admis jusqu'au 1er janvier 2019, qu'un seul salarié soit détenteur de l'AIPR sur le chantier. Au-delà de cette date, tous les salariés opérant sur le chantier doivent pouvoir fournir la preuve de leur compétence.</li> </ul> <p><b>DOCUMENTS FOURNIR AVEC LE PPSPS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* l'attestation de compétence est délivrée par le centre d'examen en cas de réussite du salarié au QCM officiel. Sur la base de cette attestation, l'employeur est en mesure de délivrer à son salarié une Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux dont le délai de validité ne pourra dépasser celui de l'attestation de compétences.</li> <li>* <u>L'entreprise devra fournir en annexe de son PPSPS les attestations précisant cette autorisation</u></li> </ul>	CHAQUE ENTREPRISE

A LA CHARGE DE	
<b>Matériel</b>	
* Les entreprises devront tenir à jour un registre de l'ensemble du matériel de chantier avec, par matériel : + sa ou ses fonctions + la fiche de contrôle la plus récente + le nom de l'entreprise propriétaire + ses caractéristiques + la fiche de la dernière visite d'inspection	CHAQUE ENTREPRISE
<b>Registre du personnel</b>	
* L'entreprise tiendra à jour sur le chantier un registre des entrées et sorties de l'ensemble du personnel intervenant sur le site avec, par personne : + nom, prénom, qualité, qualification, secouriste ou non + dates d'arrivée, de départ, + date de première embauche + numéro de carte de séjour s'il en est possesseur.	CHAQUE ENTREPRISE
<b>Sous-traitants</b>	
* Toute entreprise qui sous-traite une partie de ses travaux doit transmettre les coordonnées de tous ses sous-traitants (y compris travailleurs indépendants) au coordonnateur, dès agrément de ceux-ci par le maître d'ouvrage. * Voir aussi chapitre « modalités de coopération entre les entrepreneurs »	CHAQUE ENTREPRISE

## MESURES GENERALES

## E - PLANNING PREVISIONNEL T.C.E.

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Durée</b>				
* La durée d'intervention de chaque entreprise sera mentionnée dans le planning avec une date de début et une date de fin.	T.C.E.			
<b>Effectifs</b>				
* Dès attribution de son marché, chaque entreprise doit fournir au coordonnateur et à l'entreprise principale un détail de ses effectifs, mois par mois, afin de pouvoir gérer au mieux les besoins en cantonnements.	T.C.E.	T.C.E.		
<b>Approvisionnements</b>				
* L'entreprise collectera auprès de tous les corps d'état les informations nécessaires, en fonction du planning d'exécution, et établira un planning des approvisionnements afin de pouvoir gérer les aires de stockage, les circulations et arrêts des véhicules (et de prévoir des zones tampons si nécessaire) en fonction des contraintes du site.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
* En cas de mise en commun, un planning d'utilisation des moyens de levage (avec précision des ordres de priorité, des horaires réservés au gros œuvre ou aux corps d'états secondaires) sera établi et tenu à jour.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
<b>Décalage de planning</b>				
* Toute modification de planning sera communiquée au coordonnateur.	ENT PRINCIPALE			
* En cas de décalage de planning supérieur à deux semaines entraînant des modifications dans la coactivité des entreprises, une réunion avec tous les intervenants concernés sera organisée par le coordonnateur.				

**MESURES GENERALES F - ACCES ET CIRCULATIONS**

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Contrôle des accès</b>				
<p>* Il est demandé à chaque entreprise que son personnel porte un signe distinctif (logo de l'entreprise) ainsi que sa carte professionnelle permettant une identification immédiate sur le chantier (salariés, intérimaire, travailleur détaché compris)</p> <p>* Toute entreprise et /ou travailleur indépendant devra avoir au minimum un responsable présent en permanence sur le chantier pendant son intervention parlant et comprenant le français.</p> <p>* Le chantier est strictement interdit à toute personne ne faisant pas partie d'une entreprise contractante ou autorisée par le Maître d'Ouvrage.</p> <p>* Toute entreprise et/ou travailleur indépendant qui n'a pas remis préalablement son P.P.S.P.S. ne pourra pas accéder au chantier.</p> <p>* Chaque entreprise, par ses chefs de chantier, pourra demander l'exclusion de toute personne dont la présence n'est pas justifiée.</p> <p>* Toute personne extérieure au chantier ne pourra y accéder sans l'autorisation expresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Oeuvre. Elle le fera sous la responsabilité entière et totale de celui-ci. Elle devra pouvoir être équipée sur le chantier par l'entreprise principale d'un ciré, de chaussures de sécurité et d'un casque.</p> <p>Le Titulaire assurera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le contrôle et l'enregistrement des personnes pénétrant sur le chantier ;</li> <li>• La vérification de la fermeture de l'ensemble des accès après le départ du Titulaire.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
<b>Gardiennage</b>				
* Au cas où des mesures de gardiennage seraient décidées par les entreprises, le coordonnateur devra être informé des modalités.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Accès</b>				
<p>* L'accès se fait depuis la rue Nicolas Copernic</p> <p>* Les accès des personnels et des matériels seront distincts.</p> <p>* Les accès devront être dégagé</p>	T.C.E. ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Voies de circulation</b>				
* Une voie de circulation <u>praticable pour les piétons et carrossable</u> maintenue en permanence libre sera aménagée dans les aires du chantier afin de permettre les approvisionnements et les évacuations.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
* Prévoir un chef de manœuvre connaissant les gestes conventionnels de guidage lors des entrées / sorties de camions ou engins.				
* prévoir une ou deux personnes, le cas échéant, pour diriger voire interrompre momentanément la circulation des piétons ou des véhicules lors des manœuvres d'entrée ou de sortie du chantier.				
* Tous les véhicules de livraison doivent être équipés de klaxon de recul.				
* Les fournisseurs et livreurs sont sous la responsabilité des entreprises commanditaires.	T.C.E			
<b>Approvisionnement</b>				
* Toutes les entreprises devront prévoir des approvisionnements avec des véhicules de taille adaptée aux circulations et aux capacités de stockage du chantier.	T.C.E.	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
* Les charges transportées seront bloquées (ridelles, cales, sangles, cerclages...) lors du transport du matériel et des matériaux	T.C.E.	T.C.E.		
* Les véhicules seront équipés des moyens de manutention adaptés aux charges à manutentionner	T.C.E.	T.C.E.		
* Le déchargement et le chargement seront uniquement réalisés dans les aires prévues à cet effet	T.C.E.	T.C.E.		
* Toutes les entreprises devront fournir à leurs fournisseurs le plan d'accès, les consignes de sécurité et les contraintes liées au site.	T.C.E.	T.C.E.		
<b>Manœuvres</b>				
* Tous les véhicules et engins devront être équipés de klaxon de recul				
* prévoir un chef de manoeuvre connaissant les gestes conventionnels de guidage.				
* prévoir une personne pour avvertir les travailleurs survenant dans la zone de manoeuvre.	CHAQUE ENTREPRISE		ENT PRINCIPALE	
* prévoir une ou deux personnes, le cas échéant, pour diriger voire interrompre momentanément la circulation des piétons ou des véhicules lors des manoeuvres d'entrée ou de sortie du chantier.				
<b>Parking</b>				
* Un parking de chantier devra être aménagé à proximité des cantonnements pour le stationnement des véhicules légers des entreprises.	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	
* Les entreprises devront gérer leurs approvisionnements, pour qu'aucun camion ne stationne en dehors de l'emprise du chantier (risque d'accident de la circulation)	T.C.E.		ENT PRINCIPALE	
<b>Nettoyage</b>				
* Le nettoyage de la voie publique et des circulations intérieures au chantier devra être réalisé autant que nécessaire et sur demande de la mairie ou du Maître d'Ouvrage ou du Coordonnateur.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	



**MESURES GENERALES G - CLOTURE DE CHANTIER / BALISAGES / SIGNALISATION**

	A LA CHARGE	MIS ALA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>CLOTURES DE CHANTIER ET DE LA BASE VIE - GENERALITES</b>				
<p>* L'entreprise principale doit toutes les clôtures nécessaires à la protection du chantier pour l'ensemble de ses travaux, à l'exception des clôtures spécifiques nécessaires au désamiantage.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- protection des emprises chantier</li> <li>- protection des zones de stockage séparées de la base vie</li> <li>Clôture de la base vie</li> <li>- Clôture entre l'aire d'évolution des camions sur la plateforme et la voie piétonne d'accès aux cantonnements</li> </ul> <p>* L'entreprise principale devra installer et maintenir ces clôtures <u>pendant la durée d'intervention de l'ensemble des entreprises</u></p> <p>* Les clôtures seront déposées par l'entreprise qui les a installées, en fin d'intervention dans une zone, à l'exception des clôtures délimitant des zones où un risque subsiste en fin d'intervention (fosse d'arbre, pied de candélabre...). Dans ce cas, les clôtures seront laissées en place ; leur modification, leur entretien et leur dépose sera assurée par l'entreprise intervenant à la suite.</p>	ENT PRINCIPALE	TCE	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Portail(s) – Base vie- zone de stockage</b>				
<p>* L'entreprise devra entretenir pendant toute la durée du chantier des portails distincts pour les piétons et les engins à l'entrée de la base vie</p> <p>* Ils doivent pouvoir être manœuvrés par une personne seule.</p> <p>* Prévoir un système de blocage en position ouverte.</p> <p>* Tous les accès au chantier seront munis de serrures ou cadenas, et fermés chaque soir.</p> <p>* Un exemplaire de la clef sera remis à chaque entreprise intervenante, une au Maître d'Ouvrage, une au Maître d'œuvre et une au Coordonnateur</p> <p>* Une voie piétonne délimitée par des barrières et reliant l'entrée (portillon) aux différents accès des cantonnements sera mis en place</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS ALA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Balisages</b>				
* Il est rappelé que les bornes GBA, barrières mobiles de hauteur 1,00m, rubalise, cônes... constituent des balisages destinés à la canalisation de la circulation des véhicules * Ces équipements ne peuvent être considérés comme étant des clôtures de chantier car ne demandant pas un effort physique pour les franchir * En cas de déviation des circulations piétonnes, elles seront canalisées par des clôtures	ENT PRINCIPALE			
<b>Circulations piétonnes</b>				
* Il est rappelé que les circulations piétonnes doivent être séparées des voies de circulations des véhicules * L'entreprise devra mettre en place : - Des traversées piétonnes signalées par marquage au sol - la mise en place, l'entretien et le déplacement en fonction de l'avancement des travaux d'une signalisation horizontale et verticale provisoire destinée aux piétons en vue du maintien de la déviation éventuelle des circulations, - la mise en place et l'entretien pendant toute la durée des travaux * L'entreprise devra prévoir si nécessaire un passage protégé mécaniquement : - au droit de chaque entrée du chantier pour l'accès au RDC - au droit de chaque circulation en pied de façade.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Signalétique</b>				
<b>GENERALITES</b> * L'utilisation d'une signalétique graphique sur le chantier est à favoriser pour en permettre la compréhension même par les travailleurs ne maîtrisant pas le français. * La signalisation routière devra être conforme à L'INSTRUCTION INTERMINISTÉRIELLE SUR LA SIGNALISATION ROUTIÈRE (ARRETE DU 7 JUIN 1977) <b>PANNEAU INFORMATION</b> * Un panneau précisant la nature des travaux, les noms et adresse de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre et les entreprises présentes sur le chantier sera mis en place. * Le Titulaire devra fournir et poser un panneau de chantier dont les dimensions seront de 2 x 1 mètres Il sera actualisé dès la nomination d'une nouvelle entreprise. <b>BASE VIE</b> * Des panneaux seront implantés : – « chantier interdit au public » à l'entrée des zones de travaux – « port du casque obligatoire » à l'entrée du site – « stop » à la sortie de l'aire d'approvisionnement <b>CIRCULATION PIETONNE</b> * Tout dévoiement de la circulation piétonne sera signalé en amont par un panneau « passage piéton »  <b>ABORDS</b> * L'entreprise installera des panneaux routiers en amont de la sortie du site « sortie de camions », « travaux » et « 30 km/h »	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

- Toutes les dispositions devront être prises afin d'assurer la sécurité de la circulation pendant les heures de chantier mais également en dehors de celles-ci.				
--	--	--	--	--

## MESURES GENERALES H - CANTONNEMENTS

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Généralités</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Les cantonnements seront installés pendant la période de préparation.</li> <li>* La CRAMIF recommande des couloirs intérieurs pour relier les divers locaux du cantonnement et une ventilation mécanique des locaux.</li> <li>* Tous les locaux seront mis à la terre.</li> <li>* Les toitures des bungalows seront équipées de garde-corps</li> <li>* Les déménagements éventuels ou les modifications nécessitées par bon avancement des travaux seront soumis préalablement à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Localisation</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Les cantonnements de chantier seront installés à l'intérieur du site dans une zone dédiée.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
<b>Capacité et implantation</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* La capacité des cantonnements doit permettre d'accueillir l'effectif de pointe T.C.E. du chantier.</li> <li>* Les cantonnements seront installés dans une zone dédiée dans le parking.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
<b>Vestiaires</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Ils seront aérés, éclairés, chauffés en saison froide.</li> <li>* Ils seront équipés d'armoires et de bancs.</li> <li>* Prévoir 1,25 m² de surface minimum par personne.</li> <li>* Chaque entreprise mettra à disposition de ses salariés des armoires métalliques à double compartiment avec serrures ou cadenas, en nombre suffisant pour l'effectif de pointe.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE  CHAQUE ENTREPRISE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE  CHAQUE ENTREPRISE
<b>Réfectoire</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Il sera aéré, éclairé, chauffé en saison froide.</li> <li>* Il sera meublé de sièges et tables avec revêtement lavable en nombre suffisant.</li> <li>* Il sera équipé de chauffe gamelles ou plaques chauffantes, d'un garde-manger, d'un évier avec eau chaude et froide et d'un réfrigérateur.</li> <li>* Prévoir 1,5 m² par personne minimum.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Eau potable</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Un robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10</li> <li>* Eau pour la toilette en quantité suffisante et potable.</li> <li>* Prévoir 3 litres pour la boisson au moins par jour et par travailleur.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE  CHAQUE ENTREPRISE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Sanitaires des cantonnements</b>				
* Sanitaires à prévoir pour l’effectif de chantier TCE (en tenant compte de l’évolution des <u>effectifs de pointe</u> )	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Un lavabo pour 10 personnes au plus avec eau potable et température réglable travailleurs.				
* Un cabinet et un urinoir pour 20.	ENT PRINCIPALE			
* Chauffage, éclairage et aération mécanique.				
* Papier hygiénique.				
* Compte tenu de l’étendue du chantier, il est imposé l’installation d’un WC chimique avec contrat d’entretien dans les zones de travaux distantes de plus de 200m du cantonnement.				
<b>Sanitaires des zones de travail</b>				
* Pour toute zone de travail éloignée de plus de 100 m, des sanitaires chimiques seront mis en place dans chaque zone de travail espacée de l’autre de plus de 100.00m	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Ils seront vidangés chaque semaine				
* Un panneau d’affichage sera renseigné lors de chaque vidange				
<b>Douches</b>				
* Une douche doit être aménagée dans la base-vie pour permettre la prise d’une douche de confort en fin de poste.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Cabine de déshabillage attenante avec patère (minimum 1 m x 0,80 m)				
* Chauffage spécifique et eau chaude en quantité suffisante.				
<b>Bureau de chantier</b>				
* Il sera équipé d’une table, de chaises, d’un téléphone et au minimum d’une armoire destinée à abriter, entre autres, les documents de la coordination SPS (PGC, PPSPS, RJ)	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Téléphone</b>				
* Il doit y avoir en permanence un téléphone sur le chantier permettant de joindre les secours.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Si les entreprises optent pour un téléphone portable, les numéros des chefs de chantier de chaque entreprise doivent être communiqués au maître d’œuvre et au coordonnateur SPS.				
<b>Affichage</b>				
* Un tableau d’affichage sera installé dans le cantonnement, de dimensions suffisantes pour y afficher le plan d’installation de chantier, les numéros d’urgence et les consignes de sécurité.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Entretien</b>				
* Tous les locaux affectés au personnel doivent être nettoyés au moins une fois par jour.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* L’entreprise responsable veillera à ce que les locaux sanitaires soient pourvus de savon et de papier hygiénique en permanence.				

**MESURES GENERALES I - FLUIDES**

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Distributions électrique et gaz existantes</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Un certain nombre d'ouvrages existants alimentés en gaz et en électricité perdurent</li> <li>* Les travaux de déconstruction nécessitent la coupure et le débranchement des réseaux alimentant le site.</li> <li>* Ces coupures sont prises en charge par le Maître d'Ouvrage.</li> <li>* Le Maître d'Ouvrage devra fournir au maître d'œuvre et coordonnateur SPS les attestations de consignations correspondantes avant</li> <li>* Pour autant, cette disposition ne dispense pas l'Entreprise de la réalisation des Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.).</li> <li>* L'entreprise devra s'assurer, préalablement à toute autre intervention, procéder à la consignation effective et mise hors gaz des conduites concernées et mise hors tension des circuits électriques</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALEE	ENT PRINCIPALE
<b>Demandes de raccordements</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Les demandes de raccordement devront être réalisés et opérationnels avant pendant la phase préparatoire d'installation de chantier,</li> <li>* L'entreprise doit installer dès notification de son OS de démarrage un vestiaire, un réfectoire et un bungalow sanitaire pour accueillir les premiers intervenants.</li> <li>* Compte tenu de la durée des travaux et du fait que le chantier n'est pas « mobile », les installations de chantier doivent être raccordées sur les réseaux publics (eau, électricité, assainissement)</li> <li>* Les demandes de raccordement pour les travaux sont à la charge de l'entreprise et doivent être faites au début de la période de préparation.</li> <li>* Le cantonnement définitif doit être opérationnel au plus tard 30 jours après le démarrage</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Eau - évacuations</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* L'entreprise doit le branchement du bloc sanitaire.</li> <li>* un point de puisage devra être mis à la disposition des entreprises à proximité des zones de travail.</li> <li>* un dispositif de nettoyage des véhicules et des voiries sera installé, sinon le passage régulier d'une balayeuse est imposé.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Installations électriques</b>				
*Les installations électriques seront contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail * Le procès-verbal de conformité devra être transmis au coordonnateur pour être annexé au registre journal. * Les rapports de vérification et registres de sécurité seront à la disposition sur le chantier.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Seules les personnes <b>habilitées conformément à la norme C18-UTE 510</b> , seront autorisées à pénétrer dans des zones à risque électrique (compris l'intérieur des armoires électriques), à installer, réparer et transformer des installations électriques. Une copie de ces habilitations sera fournie au coordonnateur.	T .C.E.		T.C.E.	
* Les câbles d'alimentation nécessaires aux différents outils électriques seront placés de manière à n'offrir aucun risque vis-à-vis des circulations, accès des personnes comme des manutentions de charges.	T.C.E.			
* L'outillage électrique portatif sera relié aux prises des armoires de distribution par un prolongateur à double isolation de longueur suffisante, sans autre raccordement intermédiaire entre l'outil et l'armoire.	T.C.E.		T.C.E.	
* Emploi d'outils électriques de classe II avec prise de classe IP44 au Minimum	T.C.E.		T.C.E.	
<b>Armoire principale</b>				
* Elle sera placée à l'entrée du cantonnement, munie des dispositifs de coupure réglementaires, d'une protection 30mA, d'un arrêt d'urgence et cadenassée.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Les câblages de raccordement entre l'armoire principale et les armoires de distribution devront être fourreautés				
<b>Câblage</b>				
* Le câblage ne devra jamais être aérien au droit des zones de manutention du matériel et de passage d'engins, sauf en cas d'impossibilité où il sera à une hauteur de 6.00 m minimum, et fourreauté.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Le câblage ne devra, en aucun cas gêner les zones de circulation.				
* * Les câblages de raccordement entre l'armoire principale et les armoires de distribution devront être fourreautés				
* Si le câblage est fixé sur les façades, sa fixation devra être déposée lors du montage des échafaudages extérieurs				

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR																
<b>Eclairage de chantier</b>																				
* Un éclairage sera mis en place pour : - les aires de circulation - les sanitaires - les cantonnements - les zones de travail (plateaux des étages, locaux techniques et sanitaires) - les sous-sols - les abords * Le niveau d'éclairement minimum devra être conforme au Code du Travail, à savoir : <table><tr><td>LOCAUX AFFECTES AU TRAVAIL ET LEURS DEPENDANCES</td><td>VALEUR MINIMUM D'ECLAIREMENT</td></tr><tr><td>Voie de circulation interne</td><td>40 lux</td></tr><tr><td>Escaliers et entrepôts</td><td>60 lux</td></tr><tr><td>Locaux de travail, vestiaires et sanitaires</td><td>120 lux</td></tr><tr><td>Locaux aveugles affectés à un travail permanent</td><td>200 lux</td></tr><tr><td>ESPACES EXTERIEURS</td><td></td></tr><tr><td>Zones et voies de circulation externe</td><td>10 lux</td></tr><tr><td>Espaces extérieurs où sont affectés des travaux à caractère permanent</td><td>40 lux</td></tr></table>	LOCAUX AFFECTES AU TRAVAIL ET LEURS DEPENDANCES	VALEUR MINIMUM D'ECLAIREMENT	Voie de circulation interne	40 lux	Escaliers et entrepôts	60 lux	Locaux de travail, vestiaires et sanitaires	120 lux	Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux	ESPACES EXTERIEURS		Zones et voies de circulation externe	10 lux	Espaces extérieurs où sont affectés des travaux à caractère permanent	40 lux	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
LOCAUX AFFECTES AU TRAVAIL ET LEURS DEPENDANCES	VALEUR MINIMUM D'ECLAIREMENT																			
Voie de circulation interne	40 lux																			
Escaliers et entrepôts	60 lux																			
Locaux de travail, vestiaires et sanitaires	120 lux																			
Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux																			
ESPACES EXTERIEURS																				
Zones et voies de circulation externe	10 lux																			
Espaces extérieurs où sont affectés des travaux à caractère permanent	40 lux																			
<b>Eclairage des voies</b>																				
*Un éclairage provisoire lumineux sera mis en place par l'entreprise. * Il éclairera toutes les circulations communes (piétonnes et véhicules) * L'entrepreneur aura à sa charge le maintien de l'ensemble de ces mesures pendant la durée complète du chantier ainsi que toutes les adaptations nécessaires en fonction du phasage et de l'avancement des travaux. Il ne pourra en aucun cas réclamer quelque indemnisation complémentaire pour des travaux ou prestations de cette nature. * Un éclairage par blocs autonomes de sécurité sera mis en place pour permettre le jalonnement des circulations d'évacuation, dans les parties aveugles du chantier (sous-sols , escaliers et étages) en cas de défaillance de l'éclairage normal.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE																

**MESURES GENERALES J - ELEVATION DU PERSONNEL**

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Escaliers du bâtiment</b>				
Les escaliers intérieurs existant devront être utilisés pour l'accès aux étages. * Ils pourront bien entendu être utilisés en cas d'évacuation d'urgence. * Les accès aux escaliers intérieurs seront protégés dans leurs passages. * Tant que les escaliers ne seront pas utilisables, l'entreprise principale doit mettre en place des moyens d'accès sûrs qui seront laissés à la disposition des corps d'état ayant à accéder dans les étages (escalier de chantier ou tour d'accès en échafaudage tubulaire).	T.C.E.	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
<b>Escaliers de chantier</b>				
En cas de condamnation nécessaire des escaliers, des escaliers de chantier extérieurs devront être mis en place jusqu'à la fin du curage, du désamiantage et de la déconstruction.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Echafaudages et escalier de chantier-Lift extérieur</b>				
* Pour l'accès aux zones de travail en façade, les échafaudages doivent être munis d'échelles intérieures et de trappes à chaque niveau. * En complément des échafaudages de pied ,des escaliers de chantiers (de type tours d'escaliers) et lift pour l'élévation du personnel seront mis obligatoirement en façades, pour desservir tous les niveaux et la toiture. * Le choix et nombre des ancrages devront être justifiés par une note de calcul * Le montage de l'échafaudage devra être vérifié par un bureau de contrôle.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Echelles</b>				
* L'utilisation d'échelles doit être restreinte au minimum inévitable. * <u>Le travail sur échelle ou leur utilisation pour l'approvisionnement ne seront admis en aucun cas.</u>	T.C.E.	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
<b>Nacelles</b>				
* Les conducteurs de nacelles devront posséder une autorisation de conduite délivrée par l'employeur et un CACES délivré par un organisme de formation agréé. Ils devront pouvoir présenter à toute demande leur CACES et leur autorisation de conduite. * Une copie du dernier PV de contrôle de l'engin sera consultable sur place. La zone de travail sera délimitée	T.C.E			
<b>Accès en tranchées et en fouille</b>				
* Une échelle d'accès en fond de chaque tranchée sera mise en place. * Elle devra être fixées en pieds et en tête et dépasser de 1 m du plancher supérieur ou du haut des fouilles. * Il ne devra pas y avoir plus de 20.00m entre deux points d'accès à une tranchée * Pour les fouilles d'une profondeur supérieure à 3m (rétention par exemple...), il est exigé la pose d'un escalier de chantier avec palier intermédiaire et garde-corps ou une tour d'accès en échafaudage. La dimension et le blindage de la fouille devront intégrer cet élément.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Accès en étages et toitures</b>				
* Des protections collectives périphériques devront être installées préalablement à l'intervention. * En cas d'impossibilité d'installer des protections fixes et rigides, le travail depuis une nacelle élévatrice sera exigé. Les planchers instables devront être sécurisés avant tout accès	ENT PRINCIPALE TCE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE



**MESURES GENERALES K - MANUTENTION ET LEVAGE DU MATERIEL**

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Manutentions manuelles</b>				
* Il est demandé de restreindre toute manutention manuelle au minimum. * Chaque entreprise devra informer et former son personnel aux gestes de posture adaptés aux charges à transporter. * L'entreprise devra fournir les équipements mécaniques adaptés au matériel à transporter pour éviter le recours à la manutention manuelle et en cas d'impossibilité, prendre les mesures d'organisation et mettre à disposition des travailleurs les moyens adaptés pour limiter l'effort physique et réduire le risque En particulier, pour la manutention horizontale des matériels, l'entreprise fournira des matériels d'aide à la manutention, à préciser dans le PPSPS.	T.C.E.		T.C.E.	
<b>Contrôle technique</b>				
* Tout moyen de levage pénétrant sur le chantier, devra avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires, avant toute utilisation. * L'entreprise devra tenir à jour un registre de l'ensemble du matériel (cf. « documents/transmission »), mentionnant la validité de ces contrôles et présentés au coordonnateur.	T.C.E.		T.C.E.	
<b>Elingages</b>				
* Tout élingage aura auparavant fait l'objet d'un examen d'adéquation	CHAQUE ENTREPRISE			
<b>Treuil</b>				
* Tout treuil sera équipé d'un limiteur, de vitesse, d'un limiteur de charge et d'un limiteur de moment si celui-ci a une portée variable. * La charge maximale sera affichée lisiblement sur l'appareil et en pied de façade (zone de chargement). * Toute fixation aux acrotères est à proscrire. * La zone de chargement et déchargement du treuil sera balisée en périphérie (ex : rubalise) * Chaque entreprise utilisatrice du treuil le fera sous sa pleine et entière responsabilité. * Son entretien restera à la charge de l'entreprise qui l'a installé.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Fixation sur l'ouvrage des moyens de levage et des stabilisateurs d'échafaudages</b>				
* Les entreprises concernées devront communiquer au maître d'œuvre, au BET structures et au coordonnateur SPS tous les projets d'installation d'échafaudage ou de treuil en façade (mode de fixation, charges, efforts exercés) pour accord préalable.	T.C.E.			

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Grues mobiles</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* L'entreprise qui met en place une grue mobile pour lever des matériaux encombrants doit préciser dans son PPSPS (ou par avenant au PPSPS) les moyens de prévention liées aux opérations d'élingage, de levage et joindre des plans de grutage.</li> <li>* L'entreprise a la charge des démarches auprès des services concernés (Voirie, ...), de la vérification de la portance du sol et de la stabilisation de l'équipement mobile.</li> <li>* Pour éviter les risques de surcharge, les grues mobiles devront être équipées de dispositifs s'opposant automatiquement à la surcharge (avec signal avertisseur, coupure des mouvements dangereux, commutation automatique des programmes, prise en compte automatique des dévers de l'appareil) ; elles devront être choisies pour que les charges les plus importantes à lever soient de 25 à 30% inférieures à la charge maximale d'utilisation.</li> <li>* Pour empêcher la retombée des charges, elles devront être équipées de limiteurs de vitesse.</li> <li>* La zone de levage devra être balisée en périphérie, elle ne devra pas gêner la circulation des riverains.</li> <li>* Les voies de circulation empruntées par les équipements mobiles doivent avoir un gabarit suffisant et présenter un profil permettant leur déplacement sans risque, et doivent être maintenues libres de tout obstacle.</li> </ul>	ENT CONCERNEE		ENT PRINCIPALE	
<b>Manuscopique</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Afin de minimiser les interférences entre les piétons et les engins, un manuscopique avec chauffeur sera mis en place pendant toute la durée des travaux.</li> <li>* Il sera dimensionné pour le transport du matériel T.C.E. et aura des caractéristiques de giration adapté à au site</li> <li>* Il sera équipé des fourches ainsi que des appareils de levage adaptés à l'ensemble du matériel à transporter.</li> <li>* Il sera chargé de :                         <ul style="list-style-type: none"> <li>- manutentionner le matériel déchargé par les camions vers la zone de stockage la plus proche de celle de travail</li> <li>- évacuer le matériel ne servant plus vers la cour servant à son évacuation</li> </ul> </li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

## MESURES GENERALES L - PROTECTIONS COLLECTIVES

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Interférences entre chantiers</b>				
<b>Généralités</b>				
* La mise en place, l'entretien des protections collectives est à la charge des entreprises principales. * Par ailleurs, les protections complémentaires, nécessitées par les travaux spécifiques de chaque entreprise, sont dues par l'entreprise concernée, et doivent être précisées dans leur P.P.S.P.S. * Le contrôle des protections collectives est à la charge de l'entreprise qui les a installées.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Conception</b>				
* La mise en place de protections collectives doit être systématiquement privilégiée par rapport aux protections individuelles. * Les dispositifs de protection collective doivent être conçus pour pouvoir rester en place jusqu'à la disparition du risque ou la mise en place des protections définitives, dont elles ne devront pas gêner la mise en oeuvre. Ils devront être conçus et installés de façon à éviter les démontages et remontage successifs. * Il y aura lieu de coordonner la succession des tâches pour une utilisation rationnelle et commune des protections collectives.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
<b>Utilisation des protections collectives</b>				
* Toutefois, tout corps d'état dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place doit prévoir un équipement de remplacement, adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace, et en assurer la maintenance jusqu'à la fin des travaux. En cas d'impossibilité technique d'un dispositif de remplacement, le corps d'état dont l'intervention nécessite l'enlèvement de protections collectives doit: - informer le coordonnateur et l'entreprise principale avant toute dépose - baliser et interdire la zone de travail dépourvue de protections collectives. - utiliser les protections individuelles adaptées aux travaux qu'elle doit réaliser, - reposer les protections collectives dès que possible - faire contrôler ces protections par l'entreprise principale. * Toute entreprise dont l'intervention nécessite une modification ou complément des protections collectives posées par l'entreprise principale s'interdira de procéder elle-même à ces modifications. Les demandes de modifications doivent être adressées à l'entreprise principale, avec copie au coordonnateur. L'entreprise principale procédera aux modifications demandées et réalisera les vérifications nécessaires qui seront portées dans le registre de sécurité.	CHAQUE ENTREPRISE		CHAQUE ENTREPRISE	
	CHAQUE ENTREPRISE		CHAQUE ENTREPRISE	
	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Dépose des protections collectives</b>				
* Les ouvrages de protection ne pourront être déposés qu'après constat de la disparition des risques engendrés par les travaux ou qu'après leur remplacement par d'autres dispositifs assurant une protection équivalente. * Ce constat sera réalisé par le responsable de l'entreprise sur le chantier	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Protections définitives</b>				
* Le Coordonnateur impose la mise en place au plus tôt des protections définitives, elles-mêmes posées à l'aide des protections collectives provisoires	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Travaux de démolitions</b>				
* Les travaux de démolition devront faire l'objet d'une note méthodologique intégrée au PPSPS, précisant les dispositions prises pour éviter les risques d'effondrement, de chute d'objets ou de personne, et la conception des postes de travail et des protections provisoires. * Voir aussi § protections contre l'empoussièrement. * <u>L'entreprise devra prévoir la mise en œuvre d'une jupe de protection suspendue par grue hydraulique en interposition avec une voie de circulation (des piétons comme des véhicules) qui n'a pu être déviée</u>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Travaux de désamiantage</b>				
* Les travaux de désamiantage devront toujours être réalisés dans une zone libre d'accès, praticable et exempte de gravois * L'entreprise principale devra phaser les travaux afin qu'ils soient toujours réalisés par bâtiment de la manière suivante : - Déshabillage préalable des parties de l'ouvrage afin de rendre accessibles matériaux amiantés - Mise en protection de ces zones et parties d'ouvrage rendus dangereuses par ces travaux préliminaires (exemple : verins de faux plancher à laisser après dépose des dalles) - Libération et délimitation de la zone - Travaux de désamiantage - délimitation de la zone de démolition - Travaux de démolition après évacuation des matériaux amiantés, déconfinement et mesures libératoires	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Mise en sécurité préalable des ouvrages existants</b>				
* Avant toute intervention, l'entreprise devra procéder à un repérage des lieux ayant pour but de : - Stabiliser les ouvrages présentant un risque d'instabilité pour le personnel TCE - Mettre en place des protections collectives en rive des regards, murets et/ou toitures ou le personnel TCE doit accéder - Condamner toute possibilité d'accès à des zones présentant un risque pour le personnel TCE	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Stabilité des ouvrages existants</b>				
<p>* A chaque étape du chantier, l'Entreprise devra réaliser les sondages ou vérifications pour s'assurer des portances des engins, des personnes et de la stabilité des ouvrages avec points d'arrêts. Toutes les données d'entrées nécessaires aux calculs sont à la charge du Titulaire. Il pourra se faire assister d'un bureau d'études si nécessaire.</p> <p>* Lors des travaux de démolition, l'entreprise devra s'assurer de la stabilité de toute partie d'ouvrage en cours de démolition</p> <p>* Si une méthodologie de travail génère du déstabilisation de toute ou partie de l'ouvrage, elle devra délimiter par un barriérage continu la zone présent un risque d'effondrement ou de chute</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Protection des voisins et du public</b>				
<p>* L'Entrepreneur prendra toutes précautions pour ne pas causer de dégradations aux structures (bâtiments, voiries, ...), équipements situés à proximité du chantier et des espaces publics. Il devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à leur protection vis-à-vis d'éventuelles chutes de blocs, notamment lors des déconstructions, et les préciser dans le mode opératoire</p> <p>* Pendant les travaux, la circulation des piétons sera limitée à l'extérieur de l'emprise des travaux.</p> <p>* L'Entreprise mettra en œuvre toute la signalisation d'accompagnement de manière à permettre, en toute sécurité, la circulation des piétons et des véhicules sur les voiries environnantes. Pour ce faire, les engins et les équipes travailleront uniquement dans l'emprise du chantier, y compris pour le stockage des bennes.</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Protections contre l'empoussièrement</b>				
<p>* Pour le désamiantage, tous les confinements et systèmes d'extraction nécessaires seront mis en place avant intervention en fonction des méthodologies d'intervention adoptées, conformément aux prescriptions du CCTP (à préciser dans le plan de retrait).</p> <p>* <u>Les déchets (amiantés et non amiantés) seront arrosés pour limiter l'émission de poussières.</u></p> <p>* Pour les démolitions, les méthodologies adoptées doivent minimiser l'émission de poussières.</p> <p>* Les gravois doivent être brumisés en continu pendant la démolition et l'évacuation.</p> <p>* L'Entrepreneur limitera la dispersion des poussières dans l'atmosphère et les nuisances olfactives (camions bâchés, zone confinée, mise en dépression, pulvérisation d'eau pour le rabattage des poussières, ...). L'Entrepreneur devra mettre en place tous les moyens nécessaires pour la parfaite garantie de la sécurité du personnel travaillant sur le site, ainsi que celle des piétons.</p> <p>* <u>Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</u></p> <p>* Par ailleurs, tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Protection contre le bruit</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Les travaux se déroulent à proximité d'écoles et de logements, où toute nuisance sonore est particulièrement dommageable.</li> <li>* Le chantier doit respecter les dispositions de la Loi n°92-14444 du 31/12/1992 dite « Loi Bruit », ainsi que ses décrets et arrêtés d'application.</li> <li>* L'entreprise prendra donc toutes les dispositions nécessaires pour réduire les nuisances sonores générées par ses travaux (insonorisation, ).</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Equipements de Protection individuelles</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Dans le cas ponctuel où des moyens de protection collective ne peuvent pas être mis en oeuvre de manière satisfaisante, des équipements de protection individuelle et des produits de protection appropriés (tels que systèmes d'arrêt de chute, casques, lunettes, vêtements spécifiques, gants, brassières, maniques, épaulières, tabliers...) doivent être utilisés</li> <li>* Toutes les entreprises veilleront à ce que leurs personnels soient équipés et utilisent les équipements de protection individuels adaptés à leur activité.</li> <li>* Les chefs d'établissement doivent veiller à l'utilisation effective des équipements de protection individuelle et des produits de protection.</li> <li>* L'entreprise devra prévoir, si des EPI particuliers (autres que chaussures de sécurité, casque et gants) sont nécessaires, leur approvisionnement sur le chantier et leur mise à disposition auprès des autres intervenants amenés à travailler dans les mêmes zones.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Cuves - Fouilles et Regards</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Les fouilles seront blindées et protégées par des barrières</li> <li>* Si une cuve est mise à jour en cours de travaux, l'Entreprise devra stopper ses travaux et alerter le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage de la découverte. Elle réalisera un constat photographique puis prévoira son pompage, son dégazage et son évacuation en filière de traitement agréée.</li> <li>* Elle devra également le retrait de la fosse de rétention éventuelle (dalle et voiles contre terre).</li> <li>* Les pentes de la fouille ne devront en aucun cas accéder une pente de 2 H / 1 V</li> <li>* Un barrièrage continu sera mis en place en tête de la fouille</li> <li>* Une rampe d'accès pour le personnel sera aménagée</li> <li>* Avant remblaiement de la fouille induite, l'Entreprise procédera à des analyses de bords et fond de fouille pour s'assurer qu'il n'y pas de pollution.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Travaux employant du matériel électrique (hors fouilles et tranchées)</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Les câbles des enrouleurs et autres rallonges devront être du type HO7RNF pour le monophasé et HO5RRF pour le triphasé</li> <li>* Les enrouleurs devront être de catégorie B NFC 61.720</li> <li>* Les baladeuses devront être agréées NFC 71.008</li> <li>* L'outillage électroportatif devra être de classe II</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Organes en surface</b>				
* Tout élément en surface, en attente de raccordement (tuyauteries), devra être balisé.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Balisages d'implantation</b>				
* Les piquets employés seront soit en plastique, soit crossés, soit munis d'un cabochon à large diamètre.	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Travaux générant des points chauds</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Les bouteilles doivent être montées sur chariot afin d'en faciliter la manutention</li> <li>* Leurs détendeurs doivent être protégés contre les risques de chute par un chapeau</li> <li>* Leurs détendeurs doivent être équipés d'un arrêt d'urgence</li> <li>* Obligation d'un extincteur adapté, à chaque poste de travaux.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Protection contre les chutes d'objets ou matériaux</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* La superposition des tâches est interdite.</li> <li>* Des protections seront mises en place pour éviter toute projection en dehors des limites du chantier et en particulier vers le domaine ferroviaire : A décrire dans le PPSPS.</li> <li>* Tous les garde-corps seront équipés de plinthes.</li> <li>* Les trémies seront protégées, à l'avancement.</li> <li>* Les trémies d'évacuation de gravois seront protégées au niveau de travail par des garde-corps et en périphérie aux niveaux inférieurs par des panneaux pleins verticaux, solidement fixés.</li> <li>* Toute zone de passage située en contrebas de travaux de démolition sera clairement interdite.</li> <li>* Le PPSPS décrira de façon précise le mode de protection des propriétés voisines et du domaine public contre le risque de chute de matériaux (échafaudages de pied bâchés, auvents, tapis....)</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Protections contre les risques d'effondrement</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Toute démolition d'éléments structurels fera l'objet d'une étude préalable à faire valider par le BET structure et le bureau de contrôle.</li> <li>* Une attention particulière sera portée à la démolition des planchers précontraints</li> <li>* L'entreprise doit prévoir tous les étaitements éventuellement nécessaires à ses travaux.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Etaiments</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* En cas de mise en place d'étaiments d'une hauteur supérieure à 6m, leur conception doit être justifiée par une note de calcul et leur construction suivre un plan de montage préalablement établi. Ces documents doivent être conservés sur le chantier.</li> <li>* Les tours d'étalement comprenant des postes de travail seront équipées de garde-corps, de planchers de travail et d'échelles d'accès.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Protection contre les chutes de hauteur</b>				
* La méthodologie de déconstruction devra être étudiée pour minimiser les risques de chute de hauteur. (par exemple, les murs peuvent être arasés à 1m des planchers). * Des garde-corps seront mis en place à l'avancement des démolitions. L'entreprise doit prévoir le matériel suffisant pour assurer la totalité de la protection du chantier à un moment donné. * Les trémies intérieures doivent être protégées. * L'entreprise doit favoriser les méthodologies qui éloignent l'ouvrier du risque (travail sur nacelle, démolition mécanique...) à préciser dans le PPSPS.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Protection des trémies</b>				
* Les trémies doivent être protégées par tout moyen adapté à leur dimension et à leur destination, ne créant pas de risque de chute de plein pied et assurant la même charge d'exploitation que le plancher. * Les trémies d'ascenseur devront être protégées jusqu'à la fin de la démolition * Les trémies des gaines techniques inférieures à 1 m² seront fermées par un matériau assurant la même charge d'exploitation que le plancher sans présenter de désaffleurement (bloc de syporex posé au coulage, gabarits et fourreaux...) * Toutes les autres trémies seront protégées par des garde-corps étudiés de manière à ne pas gêner la pose des ouvrages de protection définitifs. * L'entreprise de l'entreprise principale doit la vérification de la protection des trémies.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Travaux de terrassement</b>				
Toute tranchée de profondeur supérieure à 1,30 m sera blindée ou talutée à 1/1 sauf prescription spécifique du bureau d'études de sol. * Toute tranchée sera protégée sur sa périphérie par un barriérage continu. * Prévoir de maintenir en permanence un escalier pour l'accès en fond de fouille, muni de garde-corps pour l'accès des personnels. * Protection par polyane des talus * Canalisation des eaux de ruissellement en pied et en tête des talus. * L'entreprise devra prévoir une pompe avec filtre afin de procéder au pompage en fond de fouille si nécessaire. * Après une période de pluie ou de gel continu de plus de 4 heures, il doit être procédé à un examen des talus, des fouilles en excavation ou en tranchée. S'il y a lieu, le blindage doit être consolidé, le polyane refixé ou remplacé, voire la zone présentant un risque neutralisée. Cet examen doit être effectué par une personne compétente mandatée par le chef d'établissement. Ce contrôle sera consigné dans le registre de sécurité avec le nom et la qualité de la personne compétente. * Il ne peut être procédé à l'enlèvement d'un blindage, d'un étréssillon ou d'un étai que lorsque des mesures de protection efficaces ont été prises contre les risques d'éboulement. * Les têtes de talus en périphérie de la zone de terrassements seront équipées de garde corps.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE



	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
Echafaudages de pieds et tours escalier				
GENERALITES - les échafaudages devront être à montage et démontage en sécurité (MDS) avec des dispositifs interdisant les montages et démontage face au vide.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
MISE EN COMMUN * L’entreprise doit mettre en place un échafaudage de pied, pour la durée des travaux en façade. * Elle doit en permettre l’accès aux autres corps d’états qui en auraient besoin pour leurs interventions (serrurier, couvreur, menuiseries extérieures...).	ENT PRINCIPALE			
* L’entreprise principale doit organiser son planning de détail pour permettre le groupement des interventions en façade, à l’aide de l’échafaudage du ravaleur.	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	
DEFINITION DES BESOINS - Avant tout montage, une définition des besoins doit être réalisée. Cette définition doit être réalisée avec l'ensemble des entreprises utilisatrices - Un étude préalable doit être réalisée et validée par les entreprises utilisatrices	T.C.E.		ENT PRINCIPALE	
PLANS ET NOTE DE CALCUL - Un plan d'implantation de montage et une note de calcul doivent être établis sauf si l'échafaudage a une hauteur inférieure à 24.00m et est constitué d'échafaudages estampillés "NF" (voir autres précisions en page 5 de la R408) - Un plan doit être réalisé dans tous les cas si l'échafaudage comprend une bâche, un filet, un panneau publicitaire, une potence, un treuil ou si les valeurs neiges et vent sont supérieures à la réglementation - Un plan doit être réalisé dans tous les cas si l'échafaudage est mis en commun et utilisé par plusieurs entreprises	ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE	
FORMATION DU PERSONNEL - Le montage, les vérifications périodiques (quotidiennes et trimestrielles), la modification et la dépose des échafaudages doit être réalisée par un personnel formé (stage)- Article R233-13-31 du CT				
RECEPTION – MISE A DISPOSITION – CONTROLES PERIODIQUES - La réception doit être réalisée contradictoirement par le monteuse et les utilisateurs. Elle doit faire l'objet d'un procès verbal écrit - Le Coordonnateur impose l’établissement d’un procès-verbal de réception de l’échafaudage entre le monteuse et chacune des entreprises utilisatrices. Copie à fournir au coordonnateur.	ENT PRINCIPALE			
* Les entreprises utilisatrices ne doivent en aucun cas modifier l’échafaudage, mais doivent s’adresser à l’entreprise installatrice pour effectuer les modifications nécessaires. * L’entreprise intervenant sur les façades devra, en permanence, assurer la remise en place des	ENT PRINCIPALE / T.C.E.		ENT PRINCIPALE	

<p>protections collectives au fur et à mesure de ses ouvrages.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un contrôle quotidien doit être réalisé (voir arrêté)</li> <li>- Une vérification trimestrielle doit être réalisée (voir arrêté)</li> <li>- Une Vérification avant remise en service doit être en cas de changement de site d'utilisation et de tout démontage suivi d'un remontage de l'échafaudage ;en cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels de l'échafaudage, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ; à la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation de l'échafaudage ; à la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois. (voir arrêté)</li> </ul> <p><b>AFFICHAGES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une fois l'ouvrage réceptionné, il y lieu d'afficher sur l'échafaudage les conditions d'utilisation et l'interdiction d'accès à toute personne non autorisée</li> <li>- Les surcharges d'exploitation doivent être clairement affichées à chaque plancher.</li> </ul> <p><b>PROTECTIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les planchers seront équipés de plinthes et de garde-corps, y compris garde-corps intérieur si l'échafaudage est distant de plus de 20 cm de la façade.</li> <li>- Les circulations au sol croisant l'échafaudage seront protégées mécaniquement contre tout risque de chute de matériaux</li> <li>- La zone de stockage sera balisée</li> <li>- La zone de manutention des éléments d'échafaudage sera barrière</li> <li>- Les trappons devront toujours s'ouvrir vers les garde-corps</li> <li>- Si une partie d'ouvrage présente une saillie dans l'échafaudage et gênant la circulation du personnel, des échelles permettant le changement de plancher seront mises en place à proximité immédiate</li> </ul>	<p>T.C.E.</p> <p>ENT PRINCIPALE</p> <p>ENT PRINCIPALE</p> <p>ENT PRINCIPALE</p> <p>ENT PRINCIPALE</p> <p>ENT PRINCIPALE</p> <p>ENT PRINCIPALE</p> <p>ENT PRINCIPALE</p>		<p>ENT PRINCIPALE</p> <p>ENT PRINCIPALE</p> <p>ENT PRINCIPALE</p> <p>ENT PRINCIPALE</p> <p>ENT PRINCIPALE</p> <p>ENT PRINCIPALE</p>	
---	---	--	---	--

**MESURES GENERALES M - STOCKAGES**

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Généralités</b>				
* Les stockages ne devront en aucun cas, gêner les circulations publiques comme internes au chantier * L'aire de stockage sera dimensionnée en tenant compte des besoins des différentes entreprises * Chaque entreprise précisera en conséquence ses besoins lors de la réunion préliminaire	T.C.E. ENT PRINCIPALE T.C.E.		T.C.E. ENT PRINCIPALE ENT PRINCIPALE	T.C.E ENT PRINCIPALE .
<b>Magasins de stockage de petits matériels</b>				
* La délimitation et l'aménagement de ces zones seront portés sur le plan d'installation de chantier. * L'entreprise désirant utiliser un container de stockage devra le préciser lors de la réunion préliminaire * Elle devra prévoir son entretien et son déplacement autant de fois que nécessaire lors du chantier * Le coordonnateur donnera son avis sur les déménagements éventuels nécessités pour un bon avancement des travaux.	ENT PRINCIPALE CHAQUE ENT CHAQUE ENT	T.C.E	ENT PRINCIPALE CHAQUE ENT CHAQUE ENT	
<b>Stockage extérieur des matériaux</b>				
* Le stockage devra être organisé afin de pouvoir y accéder sans risque. * Les matériaux seront stockés de manière stable. * Les matériaux stockés en vrac devront avoir une pente maximale de 1/1 * La zone de stockage sera bariérée * Le stockage à l'extérieur devra se faire exclusivement dans les zones de stockage définies au plan d'installation de chantier. * Les stockages devront respecter les zones de circulation tant des piétons que des véhicules.	ENT PRINCIPALE    T.C.E	CHAQUE ENT	ENT PRICIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Stockage de produits dangereux</b>				
* * Les travaux nécessitant l'emploi de produits présentant des risques d'inflammation, d'explosion ou d'intoxication devront satisfaire aux règles propres à chaque produit et notamment en matière de ventilation. * les matériaux inflammables ou combustibles devront être stockés dans des lieux où ils ne risquent ni d'être atteints par des flammes ou des étincelles provenant de travaux exécutés, ni de communiquer le feu aux ouvrages réalisés à proximité. Ils seront sous la responsabilité de l'entreprise qui les a approvisionnés. * Les liquides inflammables, hydrocarbures, huiles, utilisés pour les besoins du chantier devront être stockés dans des fûts posés sur des sols sains et stables au-dessus de bacs de rétention. Ces fûts seront convenablement étiquetés en fonction des risques liés à chaque produit. Les opérations de transvasement ne devront créer aucune pollution du sol. * Les déchets issus de la démolition d'éléments recouverts de peintures plombifères seront stockés dans des bennes bâchées. * Les déchets issus du désamiantage seront stockés dans un local fermant à clé, avec un panneau « amiante » sur la porte, ou un container fermé, en attendant leur évacuation vers un centre de stockage. Emplacement à mentionner dans le plan de retrait.	T.C.E.        ENT PRINCIPAL  ENT PRINCIPAL		T.C.E.	

MESURES GENERALES		N - NETTOYAGE DU CHANTIER / EVACUATION DES GRAVOIS	
1	Nettoyage des surfaces	1	Nettoyage des surfaces
2	Nettoyage des murs	2	Nettoyage des murs
3	Nettoyage du sol	3	Nettoyage du sol
4	Nettoyage des plafonds	4	Nettoyage des plafonds
5	Nettoyage des fenêtres	5	Nettoyage des fenêtres
6	Nettoyage des portes	6	Nettoyage des portes
7	Nettoyage des escaliers	7	Nettoyage des escaliers
8	Nettoyage des rampes	8	Nettoyage des rampes
9	Nettoyage des balcons	9	Nettoyage des balcons
10	Nettoyage des terrasses	10	Nettoyage des terrasses
11	Nettoyage des jardins	11	Nettoyage des jardins
12	Nettoyage des allées	12	Nettoyage des allées
13	Nettoyage des trottoirs	13	Nettoyage des trottoirs
14	Nettoyage des parkings	14	Nettoyage des parkings
15	Nettoyage des routes	15	Nettoyage des routes
16	Nettoyage des autoroutes	16	Nettoyage des autoroutes
17	Nettoyage des ponts	17	Nettoyage des ponts
18	Nettoyage des viaducs	18	Nettoyage des viaducs
19	Nettoyage des tunnels	19	Nettoyage des tunnels
20	Nettoyage des gares	20	Nettoyage des gares
21	Nettoyage des aéroports	21	Nettoyage des aéroports
22	Nettoyage des ports	22	Nettoyage des ports
23	Nettoyage des marinas	23	Nettoyage des marinas
24	Nettoyage des plages	24	Nettoyage des plages
25	Nettoyage des zones littorales	25	Nettoyage des zones littorales
26	Nettoyage des zones humides	26	Nettoyage des zones humides
27	Nettoyage des zones protégées	27	Nettoyage des zones protégées
28	Nettoyage des zones sensibles	28	Nettoyage des zones sensibles
29	Nettoyage des zones à risque	29	Nettoyage des zones à risque
30	Nettoyage des zones à fort trafic	30	Nettoyage des zones à fort trafic
31	Nettoyage des zones à forte pollution	31	Nettoyage des zones à forte pollution
32	Nettoyage des zones à forte densité	32	Nettoyage des zones à forte densité
33	Nettoyage des zones à forte fréquentation	33	Nettoyage des zones à forte fréquentation
34	Nettoyage des zones à forte circulation	34	Nettoyage des zones à forte circulation
35	Nettoyage des zones à forte activité	35	Nettoyage des zones à forte activité
36	Nettoyage des zones à forte consommation	36	Nettoyage des zones à forte consommation
37	Nettoyage des zones à forte production	37	Nettoyage des zones à forte production
38	Nettoyage des zones à forte transformation	38	Nettoyage des zones à forte transformation
39	Nettoyage des zones à forte distribution	39	Nettoyage des zones à forte distribution
40	Nettoyage des zones à forte consommation d'énergie	40	Nettoyage des zones à forte consommation d'énergie
41	Nettoyage des zones à forte consommation d'eau	41	Nettoyage des zones à forte consommation d'eau
42	Nettoyage des zones à forte consommation de matériaux	42	Nettoyage des zones à forte consommation de matériaux
43	Nettoyage des zones à forte consommation de produits chimiques	43	Nettoyage des zones à forte consommation de produits chimiques
44	Nettoyage des zones à forte consommation de déchets	44	Nettoyage des zones à forte consommation de déchets
45	Nettoyage des zones à forte consommation de ressources	45	Nettoyage des zones à forte consommation de ressources
46	Nettoyage des zones à forte consommation de services	46	Nettoyage des zones à forte consommation de services
47	Nettoyage des zones à forte consommation de biens	47	Nettoyage des zones à forte consommation de biens
48	Nettoyage des zones à forte consommation de capitaux	48	Nettoyage des zones à forte consommation de capitaux
49	Nettoyage des zones à forte consommation de connaissances	49	Nettoyage des zones à forte consommation de connaissances
50	Nettoyage des zones à forte consommation de compétences	50	Nettoyage des zones à forte consommation de compétences
51	Nettoyage des zones à forte consommation de talents	51	Nettoyage des zones à forte consommation de talents
52	Nettoyage des zones à forte consommation de savoirs	52	Nettoyage des zones à forte consommation de savoirs
53	Nettoyage des zones à forte consommation de valeurs	53	Nettoyage des zones à forte consommation de valeurs
54	Nettoyage des zones à forte consommation de principes	54	Nettoyage des zones à forte consommation de principes
55	Nettoyage des zones à forte consommation de règles	55	Nettoyage des zones à forte consommation de règles
56	Nettoyage des zones à forte consommation de normes	56	Nettoyage des zones à forte consommation de normes
57	Nettoyage des zones à forte consommation de standards	57	Nettoyage des zones à forte consommation de standards
58	Nettoyage des zones à forte consommation de pratiques	58	Nettoyage des zones à forte consommation de pratiques
59	Nettoyage des zones à forte consommation de comportements	59	Nettoyage des zones à forte consommation de comportements
60	Nettoyage des zones à forte consommation de modes de vie	60	Nettoyage des zones à forte consommation de modes de vie
61	Nettoyage des zones à forte consommation de cultures	61	Nettoyage des zones à forte consommation de cultures
62	Nettoyage des zones à forte consommation de traditions	62	Nettoyage des zones à forte consommation de traditions
63	Nettoyage des zones à forte consommation de coutumes	63	Nettoyage des zones à forte consommation de coutumes
64	Nettoyage des zones à forte consommation de rites	64	Nettoyage des zones à forte consommation de rites
65	Nettoyage des zones à forte consommation de cérémonies	65	Nettoyage des zones à forte consommation de cérémonies
66	Nettoyage des zones à forte consommation de fêtes	66	Nettoyage des zones à forte consommation de fêtes
67	Nettoyage des zones à forte consommation de célébrations	67	Nettoyage des zones à forte consommation de célébrations
68	Nettoyage des zones à forte consommation de festivités	68	Nettoyage des zones à forte consommation de festivités
69	Nettoyage des zones à forte consommation de manifestations	69	Nettoyage des zones à forte consommation de manifestations
70	Nettoyage des zones à forte consommation de rassemblements	70	Nettoyage des zones à forte consommation de rassemblements
71	Nettoyage des zones à forte consommation de rencontres	71	Nettoyage des zones à forte consommation de rencontres
72	Nettoyage des zones à forte consommation de contacts	72	Nettoyage des zones à forte consommation de contacts
73	Nettoyage des zones à forte consommation de relations	73	Nettoyage des zones à forte consommation de relations
74	Nettoyage des zones à forte consommation de réseaux	74	Nettoyage des zones à forte consommation de réseaux
75	Nettoyage des zones à forte consommation de communautés	75	Nettoyage des zones à forte consommation de communautés
76	Nettoyage des zones à forte consommation de groupes	76	Nettoyage des zones à forte consommation de groupes
77	Nettoyage des zones à forte consommation de collectifs	77	Nettoyage des zones à forte consommation de collectifs
78	Nettoyage des zones à forte consommation de sociétés	78	Nettoyage des zones à forte consommation de sociétés

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITIO N DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Généralités</b>				
* L'hygiène et la sécurité des travailleurs ne peuvent être obtenues qu'en astreignant toutes les entreprises à nettoyer et à évacuer leurs propres gravois, déchets, excédents d'approvisionnement journallement. * Chaque entreprise doit, immédiatement après l'exécution de ses travaux dans une zone, enlever ses gravois et balayer les locaux. *Chaque entreprise a à sa charge l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux bennes. *L'entreprise principale doit la mise en place et l'évacuation des bennes et leur gestion. * Faire figurer sur le plan d'installation les zones de stockage et de reprise. *Il y aura au minimum une benne présente en permanence par zone de chantier et constamment accessible * En cas d'évacuation de gravois non effectué par une entreprise, l'entreprise principale réalisera cette évacuation à la demande du coordonnateur. Les frais inhérents à ce travail seront déduits du marché de l'entreprise défaillante.	CHAQUE ENT      ENT PRINCIPALE		CHAQUE ENT	CHAQUE ENT
<b>Nettoyage des Abords</b>				
* Le nettoyage de la voie publique et des extérieurs du bâtiment doit être réalisé autant que nécessaire. * Un dispositif de nettoyage sera mis en place pour que tout véhicule sortant du chantier ne dégrade pas la voie publique.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Nettoyage des circulations intérieures</b>				
* Les circulations intérieures du chantier doivent être maintenues constamment propres.	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Tri des déchets</b>				
* Le tri sélectif des déchets est obligatoire (décret du 13 Juillet 1994 applicable au 15 Juillet 1995), de plus la loi de 1992 sur les déchets stipule qu'a compter du 01 juillet 2002, les installations d'élimination des déchets par stockage ne seront plus autorisées à accueillir que des déchets ultimes (impossibles à traiter) * Les entreprises principales sont en charge du respect du tri sélectif sur le chantier * Les bennes, containers et zones de stockages de déchets seront signalés par un pictogramme	CHAQUE ENT   ENT PRINCIPALE		ENT PRINCIPALE   ENT PRINCIPALE	

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Evacuation des déchets</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* L'entreprise principale après avoir vérifié le respect du tri sélectif, assurera l'évacuation des différentes catégories de déchets suivant leur filière de traitement ou d'élimination.</li> <li>* L'évacuation des déchets devra faire l'objet d'un suivi au travers d'un bordereau de suivi des déchets</li> <li>* Les déchets industriels spéciaux doivent suivre des filières d'élimination contrôlée et si nécessaire un traitement préalable avant stockage en décharge de classe I (amiante friable, déchets en plomb d'une teneur en plomb lixivial supérieur à 50 mg/kg...). Les bordereaux de suivi de déchets (B.S.D.) seront fournis au maître d'ouvrage par les entreprises pour justifier du tri et de l'élimination des déchets du chantier conformément à la réglementation.</li> <li>* Les déchets contenant du plomb doivent être triés et les sacs étiquetés (origine, maître d'ouvrage, nature des déchets). Si la teneur en plomb lixivial est inférieure à 50 mg/kg, les déchets peuvent être évacués dans des centres de stockage classiques (classe 2 pour les déchets industriels, classe 3 pour les gravois)  Au-delà ils seront dirigés vers des décharges de classe 1.</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

**MESURES GENERALES O- PROTECTIONS CONTRE L'INCENDIE / EXPLOSION**

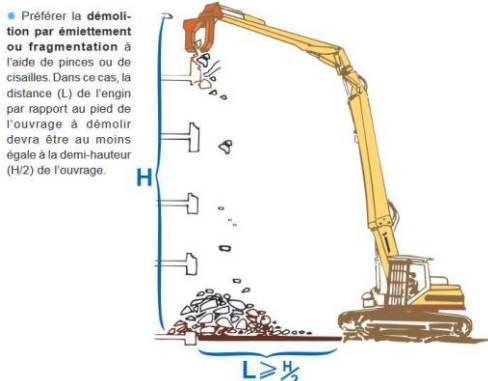
	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Généralités</b>				
* les mesures de prévention arrêtées contre les risques d'incendie seront précisées dans le PPSPS - Plan d'évacuation - Sujétions liées au site (exercices, gaz, accès des secours...)	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Feux</b>				
* Tout feu non contrôlé est interdit sur le chantier.	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Extincteurs.</b>				
Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques : - dans les locaux affectés au personnel - dans les bureaux de chantier - dans les locaux de stockage - près des postes de travail particuliers	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
* Les entreprises réalisant des travaux à point chaud (de soudure, meulage...) devront se munir d'extincteurs appropriés aux risques	T.C.E			

**MESURES GENERALES P - ENGIN**

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Généralités</b>				
* Les mouvements sur les chantiers des engins lourds sont dangereux en raison de : - leur poids- - leur vitesse - leur encombrement propre - leurs manoeuvres - la nature et l'environnement des pistes utilisées (fortes déclivités, lignes électriques...) - l'ambiance de travail (bruits, vibrations, intempéries, poussières...)  * Il est interdit de téléphoner pendant la conduite d'un engin	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Bruit</b>				
* les moto compresseurs émettent un bruit inférieur à 85 dB(A) à un mètre de distance. * les moteurs à explosion ou à combustion interne (autres que les moteurs automobiles) émettent un bruit de 80 à 90 dB (A) à 7 mètres de distance. * les brise-béton et marteaux piqueurs émettent un bruit de 112 à 118 dB (A) maximum. * les seuils sonores émis par les grues et les engins de terrassements respectent l'arrêté du 18 septembre 1987 et l'arrêté du 13 janvier 1988 selon le type et les caractéristiques de ces matériels.	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Conducteurs</b>				
* Les conducteurs doivent être âgés d'au moins 18 ans, sauf dérogation. * Pour la conduite des grues (à tour, mobiles, auxiliaires), des chariots automoteurs, des plates-formes élévatrices mobiles de personnes et des engins de chantier, les conducteurs devront être titulaires d'une autorisation de conduite établie et délivrée au travailleur par le chef d'établissement sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier. Cette autorisation doit préciser l'équipement de travail pour lequel elle est accordée. * Les conducteurs doivent aussi être titulaires du CACES (certificat d'aptitude à la conduite en sécurité d'équipement de travail) * Une copie de l'autorisation de conduite et du CACES doivent être consultables sur le chantier. * Des instructions seront obligatoirement établies à l'usage des conducteurs lorsqu'ils pénètrent sur le chantier. Ces instructions devront comporter : - les caractéristiques de l'engin affecté au conducteur et les conditions d'emploi propres à l'entreprise - les conditions de circulation et de travail propres aux travaux à exécuter sur ce chantier.	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

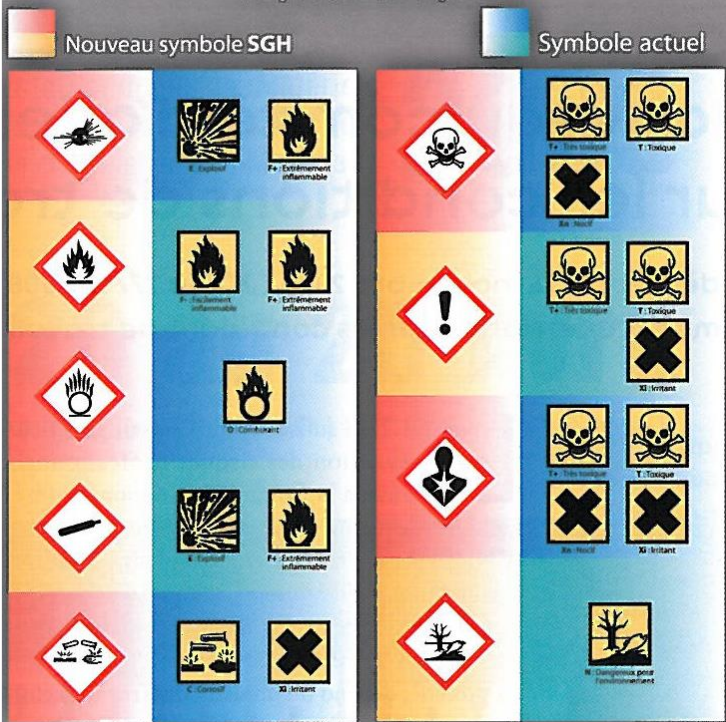
	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Equipements</b>				
* Les engins devront se conformer aux normes NF E 58.050 et suivantes. * Ils devront notamment être équipés de : - un avertisseur sonore - signaux sonores pour les manoeuvres de recul. - phares de travail avant et arrière pour les travaux de nuit - dispositif de pré signalisation (feux de détresse, fanions...) - système de freinage principal et de stationnement (norme NF E 58.055) - extincteur placé à portée de main.	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Mise en marche inopinée</b>				
* Les engins seront garés à l'écart des zones de travail, sur des aires planes, et bloqués. * Des instructions précises seront fournies aux conducteurs concernant les procédures à suivre sur la mise en route et l'arrêt de chaque engin.	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Renversement, retournement, collision</b>				
* Tout engin immobilisé sur une piste (pannes, crevaison...) doit être immédiatement signalé au moyen du signal de détresse ou par tout autre signal approprié (triangle, borne, fanion...) * Si un engin doit circuler sur une voie publique, Il doit être équipé de : - feux spéciaux (gyrophares, feux à éclats...) - feux de croisement allumés quels que soient les conditions atmosphériques.	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Chocs et heurts de personnes</b>				
* Les surfaces vitrées de la cabine (pare-brise, rétroviseur, phares...) seront lavées régulièrement. * Tout conducteur d'engin qui met pieds à terre comme toute personne à pieds ne doit pas circuler sur les pistes des engins et portera un gilet et un casque rétro réfléchissants * Toute manoeuvre d'engin doit être guidée par une personne connaissant les gestes conventionnels. * Tous les véhicules seront munis de signal sonore au recul	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Rupture de canalisations aériennes ou souterraines en services</b>				
* L'entreprise devra, préalablement à son intervention, procéder à un repérage du site sur la base des informations fournies par le Maître d'ouvrage et baliser les zones de passages de canalisations enterrées susceptibles d'être influencer par les travaux prévues ( ex: distance minimale de terre entre la génératrice supérieure d'une canalisation de gaz et la surface du sol : 40 cm pour des engins de charge inférieure ou égale à 3,5 tonnes, sinon protection lourde) * Les passages au droit de ces canalisations seront réduits au minimum, balisés et protégés.	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE



	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Contacts fortuits avec les lignes électriques</b>				
* L’entreprise devra, préalablement à son intervention, procéder à un repérage du site	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Rupture de pièces ou d’organes</b>				
* Les engins doivent être inspectés et entretenus suivant le mode opératoire et la fréquence conseillée par le constructeur. * Ces contrôles doivent être exécutés par du personnel compétent et leur résultat consigné sur le registre de sécurité à tenir sur le chantier (article 22 du décret du 8 Janvier 1965)	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Chute de matériaux transportés</b>				
* Les caractéristiques de l’engin et des charges maximales transportables seront transmises au conducteur. * Une copie de ces caractéristiques sera transmise au Coordonnateur.	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Distances de sécurité</b>				
* Les travaux de déconstruction se feront à l'aide de pelles mécaniques équipées d’un bras de déconstruction. Les distances de sécurité « engins-bâtiment » devront être respectées selon le recul présenté sur la Figure ci-dessous <div><p>● Préférer la <b>démolition par émiettement ou fragmentation</b> à l'aide de pinces ou de cisailles. Dans ce cas, la distance (L) de l'engin par rapport au pied de l'ouvrage à démolir devra être au moins égale à la demi-hauteur (H/2) de l'ouvrage.</p></div> <p>Les pelles mécaniques seront équipées d'une pince à béton et/ou de broyeur à béton. Les déplacements de matériaux inertes et le tri seront effectués à l'aide de godets de chargement.</p> <p>L'utilisation du Brise Roche Hydraulique (BRH) devra être limitée pour réduire les nuisances sonores et les vibrations.</p>	ENT PRINCIPALE	TC.E.	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

**MESURES GENERALES Q – PRODUITS DANGEREUX**

	A LA CHARGE DE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Généralités</b>				
<p>Les mesures énumérées ci dessous viennent en application des articles R231-56-1 à R231-65-3 du Code du Travail</p> <p>L'identification des produits listés ci-dessous provient du dossier de l'I.N.R.S.: "agir sur le risque chimique cancérigène en entreprise".</p> <p>Tout travail générant ou étant exposé aux produits ci dessous est considéré comme générant des risques particuliers (ARRETE DU 25/02/2003)</p> <p>Chaque poste de travail doit faire l'objet d'une identification et une évaluation des risques permettant de hiérarchiser ceux-ci et de prioriser les actions de prévention à mener.</p> <p>* Le Maître d'Ouvrage doit, au titre de l'article L 230-2 du Code du Travail, éviter les risques et évaluer les risques qui ne peuvent être évités.</p> <p>* A ce titre, tous les produits existant sur le site où doivent se dérouler les travaux, considérés comme toxiques ou présentant un danger pour les entreprises intervenantes, doivent être identifiés avant le démarrage des travaux et joints aux marchés des entreprises.</p> <p>* A charge des entreprises intervenantes de transmettre et de former, si nécessaire, leurs ouvriers ces informations et de proposer des moyens et des méthodologies adaptées aux produits rencontrés.</p> <p>* L'entreprise devra choisir dans tous les cas, le produit le moins toxique possible pour réaliser ses travaux.</p>	<p>M. D'OUVRAGE</p> <p>M. D'OEUVRE</p> <p>ENT CONCERNEE</p> <p>TCE</p>			
<b>Fiches de données de sécurité</b>				
<p>* Pour tous les produits susceptibles de présenter un risque d'intoxication ou d'inflammabilité, la fiche de donnée de sécurité sera jointe au P.P.S.P.S..</p> <p>* Sont notamment concernés par cette mesure les vernis, solvants, apprêts, peintures, décapants....</p>	T.C.E.			
<b>Valeurs limites d'exposition</b>				
<p>* Un nouveau décret n°2007-15-39 du 26/10/2007 fixe pour 60 substances, des valeurs limites contraignantes d'exposition des travailleurs (Sont notamment concernés par cette mesure les poussières de bois).</p> <p>* Il pourra être exigé des mesures de vérification sur chantier par mesurage au poste de travail</p>	T.C.E.			

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Etiquetage</b>				
<p>* Les travaux nécessitant l'emploi de produits présentant des risques d'explosion ou d'intoxication (colles, résines, solvants, mousses polyuréthannes...) devront satisfaire aux règles propres à chaque produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ventilation des atmosphères confinées des lieux de stockage ou d'utilisation</li> <li>- durées maximales d'exposition ou d'inhalation</li> <li>- utilisation de matériels électriques adaptés à ces risques.</li> <li>- consignation provisoire des locaux concernés pour en interdire l'accès aux tiers</li> </ul> <p>* Aucun bidon, réservoir ou contenant de liquide ne sera admis sur le chantier s'il n'est pas muni d'une étiquette visible indiquant la nature du produit.</p> <p>* Les produits toxiques ou dangereux seront munis de leur étiquette réglementaire et la notice technique mentionnant les précautions d'emploi sera transmise au coordonnateur préalablement à leur introduction sur le chantier.</p> <p>* Ces produits ne pourront pas faire l'objet d'un stockage prolongé et devront être approvisionnés à l'avancement.</p>	T.C.E.		T.C.E.	
<p>Ci-dessous les symboles principaux affichés sur les produits et permettant d'identifier leur toxicité</p> 				

[illegible]

	A LA CHARGE DE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Huiles minérales usagées ou peu raffinées – hydrocarbures aromatiques polycycliques</b>				
<p>Ce produit se rencontre dans:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'huile de coffrage des bétons</li> <li>- Les huiles de moteur</li> </ul> <p><i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation et au contact cutané</i></p> <p>Mesures de prévention arrêtées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Emploi d'huile de coffrage à base végétale</li> <li>- Dans ce but, la fiche de donnée de sécurité sera fournie au C SPS</li> <li>- Le container de stockage sera placé à proximité immédiate d'une circulation piétonne</li> <li>- Le personnel devra approvisionner les pulvérisateurs directement au container sans transport intermédiaire.</li> </ul> <p><i>Risque de pollution de sol</i></p> <p>Mesures de prévention arrêtées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les blocs moteurs des engins employés sur le chantier seront équipés d'un carter de protection</li> <li>- Les vidanges se feront en atelier</li> <li>- En cas de vidange obligatoire sur le chantier (ex.:engins en taupe), le fournisseur viendra avec un camion atelier et un bac de récupération ou un aspirateur d'huile.</li> <li>- En cas d'accident (fuite sur un circuit), prévoir sur le chantier des absorbants et un géo-box étanche et des E.P.I. adaptés</li> <li>- Le stockage sera réalisé au-dessus d'un bac de rétention étanche.</li> <li>- Les opérations de transvasement ne devront créer aucune pollution du sol.</li> </ul>	TERRASSEMENT V.R.D. DEMOLITION			
<b>Emissions de moteurs diesel</b>				
<p><i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation de suies, de particules de carbone dans les fumées lors de l'emploi d'engins thermiques en milieu confiné (ex.: travaux en taupe ou en tunnel, ou en intérieur)</i></p> <p>Voir le chapitre "fluides"-travaux en taupe</p> <p>Les mesures de prévention sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Minimiser l'emploi d'engins à moteurs thermiques</li> <li>- Ventilation mécanique du volume</li> <li>- Engins équipés de pots catalytiques et de filtre à particules</li> <li>- Emploi d'essence à faible teneur en soufre</li> <li>- Mesures régulières de la teneur en CO</li> </ul>	T.C.E.			

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Amiante</b>				
* En cas de découverte de matériaux suspects en cours de travaux, l'entreprise doit cesser immédiatement les travaux dans la zone et alerter le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.	ENT GÉNÉRALES			
<b>Benzène</b>				
<i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation et au contact cutané</i> Mesures de prévention arrêtées: - Livraison sur chantier par camion citerne - Présence sur chantier d'un réservoir double peau avec bac de dépotage - Chargement des réservoirs des engins de chantier par tuyau et pompe reliant les réservoirs entre eux - Dans le cas où les engins de chantier ne peuvent se déplacer (ex. :cas des hélicoptères de surface du béton), le bidon de transport du carburant sera étiqueté à l'identique du container de stockage. - E.P.I. adaptés	T.C.E.			
<b>Brais de goudron, de houille – hydrocarbures aromatiques polycycliques</b>				
<i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation et au contact cutané</i> Mesures de prévention arrêtées: - E.P.I. adaptés	V.R.D.			
<b>Chrome hexavalant</b>				
Ce produit se rencontre dans les bétons et certaines vieilles peintures. <i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation</i> Mesures de prévention arrêtées: - <b>Emploi de béton ne contenant pas cette substance</b> - Dans ce but, la fiche de donnée de sécurité du béton se fournie au CPSPS - Etiquetage obligatoire précisant la présence de ce produit sur les sacs de ciment et béton (Arrêté du 26 Mai 2005) - Le décapage à sec de vieilles peintures est interdit. Tout décapage se fera en milieu humide - Port d'E.P.I. adaptés	DEMOLITION			
<b>Silice cristalline</b>				
<i>Les risques d'intoxication sont liés à l'inhalation de poussières</i> Les mesures de prévention sont: - Aspirer à la source - Préparation des coffrages et des supports : tout nettoyage de béton se fera par aspiration - Tout percement se fera avec une perceuse à aspiration intégrée - Tout piochage, rabotage de parois, ponçage de plafond en béton se fera avec un brumisateuseur - Tout nettoyage de sol se fera par aspiration	DEMOLITION			

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Apprêts – Peintures – Résines – Vernis – Lasures - Protections anti-graffiti – Colles - Joints</b>				
<p>* Pour tous les produits susceptibles de présenter un risque d'intoxication ou d'inflammabilité, la fiche de donnée de sécurité sera jointe au P.P.S.P.S.</p> <p>* Les travaux nécessitant l'emploi de produits présentant des risques d'explosion ou d'intoxication (colles, résines, solvants, mousses polyuréthannes...) devront satisfaire aux règles propres à chaque produit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ventilation des atmosphères confinées des lieux de stockage ou d'utilisation</li> <li>- durées maximales d'exposition ou d'inhalation</li> <li>- utilisation de matériels électriques adaptés à ces risques.</li> <li>- consignation provisoire des locaux concernés pour en interdire l'accès aux tiers non prévenus des dangers et des moyens de s'en protéger.</li> </ul> <p>* Aucun bidon, réservoir ou contenant de liquide ne sera admis sur le chantier s'il n'est pas muni d'une étiquette visible indiquant la nature du produit.</p> <p>* Les produits toxiques ou dangereux seront munis de leur étiquette réglementaire et la notice technique mentionnant les précautions d'emploi sera transmise au coordonnateur préalablement à leur introduction sur le chantier.</p> <p>* Port d'E.P.I. adaptés</p>	T.C.E.			

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Amiante</b>				
<b>MATERIAUX AMIANTES REPERES</b>				
<b>MESURES DE PREVENTION A PRENDRE</b>				
<i>(extrait de la Circulaire du 15 mai 2013 portant instruction sur la gestion des risques sanitaires liés à l'amiante dans le cas de travaux sur les enrobés amiantés du réseau routier national non concédé)</i>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les travailleurs ne sont pas exposés aux risques d'amiante s'ils ne démontent pas les matériaux de chaussée par sciage, carottage ou fraisage ou tout procédé dispersant de la poussière.</li> <li>- Les mesures réalisées à ce jour (selon la méthode META ) conduisent, quelle que soit la nature des travaux, sauf rabotage, à des valeurs d 'empoussièrement sur 8 heures très faibles et des valeurs d'exposition très inférieures à la VLEP (valeur limite d'exposition de 10 f/l), correspondant au premier niveau d'empoussièrement du décret 2012-639.</li> <li>- Pour les travaux de rabotage, les valeurs mesurées restent inférieures à la VLEP, mais s'en approchent pour les postes de travail à proximité immédiate de la raboteuse.</li> <li>- La réglementation définit précisément les modalités d'évaluation du risque et les conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement qui sont à la charge de l'employeur.</li> <li>- Le personnel devra être informé et formé pour les interventions à réaliser sur ces enrobés</li> <li>- Une description du mode opératoire avec avis du médecin de prévention et du CHSCT sera diffusé</li> <li>- Ce mode opératoire est transmis à l'inspection du travail.</li> <li>- Des obligations supplémentaires sont fixées dans l'article R 4412-148 du décret 2012-639, si l'intervention doit durer plus de cinq jours.</li> </ul>				
<b>Formation de l'entreprise</b>				
L'entreprise devra être certifiée par un organisme accrédité.				
Jusqu'au 1er juillet 2014, sont réputées satisfaire aux exigences du décret :				
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les entreprises certifiées au 1er juillet 2012, en application de l'article R. 4412-116 du code du travail dans la rédaction antérieure du décret;</li> <li>- les entreprises non titulaires d'une certification au 1er juillet 2012, mais répondant aux exigences de la norme NFX 46-010 « Amiante friable -Qualification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante friable – Référentiel technique d'octobre 2004 ».</li> </ul>				
	ENT PRINCIPALE	M OUVRAGE QUARTET INSPECTION DU TRAVAIL SOUS TRAITANTS	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE



	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Information des personnels</b> Les ouvriers doivent être informés des risques d'exposition à l'amiante et des travaux effectués pouvant les avoir exposés : surveillance d'un chantier de rabotage, sciage ou découpage au burin d'un enrobé amianté. Aussi vous définirez avec le CHSCT les modalités pour informer l'ensemble des ouvriers Le contenu de l'information devra porter essentiellement sur les risques liés à l'amiante, les mesures de prévention, notamment la détection de la présence d'amiante avant tous travaux avec poussière sur une couche d'enrobés et sur le comportement à adopter en cas de doute. Pour les chantiers d'enrobés amiantés, un arrêté du 23 février 2012 précise les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante. Il redéfinit le dispositif de cette formation. Il porte également sur l'accréditation des organismes certificateurs et sur la certification des organismes de formation pour la prestation de formation à la prévention des risques liés à l'amiante.	ENT PRINCIPALE	M OUVRAGE QUARTET INSPECTION DU TRAVAIL SOUS TRAITANTS	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>Suivi post exposition et surveillance médicale</b> L'entreprise établira une liste du personnel exposé au risque amiante, après examen en CHSCT, en prenant en compte les critères suivants: - les ouvriers ayant mené des travaux de sciage, carottage, balayage mécanique, battage de glissière, ou bouchardage d'enrobés, - les ouvriers ayant contrôlé des opérations de fraisage d'enrobés de couche de roulement. - les ouvriers ayant été à proximité de tels chantiers (co-activité). Pour chacun d'entre eux, vous établirez une fiche d'exposition à l'amiante. Le contenu de cette fiche sera défini avec la médecine de prévention. Pour leur établissement, il conviendra de tenir compte de toutes les informations données par l'agent : dates ou périodes, procédés de travaux. Parmi les procédés de travaux, devront être distinguées les interventions ponctuelles (sciage, bouchardage, carottage) et les interventions sur chantier de fraisage. Cette fiche sera portée dans le dossier médical de l'agent et le médecin du travail sera chargé de définir si des mesures particulières de suivi médical prévues par le code du travail et la réglementation doivent être mises en place et, dans l'affirmative, de les définir précisément.	ENT PRINCIPALE	M OUVRAGE QUARTET INSPECTION DU TRAVAIL SOUS TRAITANTS	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Mesures</b> <u>Protection des riverains et de l'environnement</u> Pour les chantiers de rabotage, avec des riverains à proximité : des mesures de l'empoussièrement sont obligatoires et doivent être incluses dans le cahier des charges du marché de l'entreprise; on ne dispose pas aujourd'hui d'assez de chantiers de référence pour déterminer le périmètre de ces mesures; il convient donc de le déterminer au cas par cas avec l'Inspection du travail en lien avec l'INRS. Ces précautions visent également le trafic sur la voie pendant les travaux. Dans son article 4412-124 le décret 21012-639 précise que le niveau d'empoussièrement doit rester au seuil fixé dans l'article 1334-29-3 de code de la santé publique, soit cinq fibres par litre. Sinon, le chantier est arrêté et le mode opératoire revu. Un arrêté à venir fixera les conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement et les conditions d'accréditation des organismes procédant au mesurage.	ENT PRINCIPALE	M OUVRAGE QUARTET INSPECTION DU TRAVAIL SOUS TRAITANTS	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE
<b>La gestion des déchets</b> La gestion des déchets de chantier contenant de l'amiante doit faire l'objet d'une attention et de prescriptions particulières.  <u>Ramassage:</u> Les déchets doivent être ramassés au fur et à mesure de leur production (formation des agents). Les produits de balayage doivent être conditionnés dans des sacs étanches.  <u>Transport :</u> Le transport des fraisats d'enrobé amianté n'est pas soumis à la déclaration de transport, dès lors que ces déchets sont propres et triés. Pour les fraisats de rabotage, un transport par camion bâché semble possible (mesures d'empoussièrement et d'exposition sur chantier test à venir). Pour le transport, les déchets issus de petits chantiers doivent être conditionnés dans des sacs étanches.  <u>Mise en décharge:</u> La réglementation concernant la mise en décharge des déchets amiantés évolue. La possibilité de les stocker dans les Centres de Stockage de Déchets Non Dangereux (CSDND) ou des installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) est à l'étude. Dans l'attente, ils seront dirigés vers des Centres de Stockage de Déchets Dangereux (CSDD) ou des Installations de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD). Le transport et la mise en décharge doivent être accompagnés par l'émission par le maître d'ouvrage d'un Bordereau de Suivi de Déchets contenant de l'Amiante (CERFA n° 11861*03 et notice explicative CERFA n° 50844#03) lors de l'enlèvement du déchet et par la conservation du dernier volet du bordereau. Le producteur doit tenir à jour un registre des bordereaux émis (décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif aux circuits de traitement des déchets et arrêté du 29 juillet 2005 modifié par l'arrêté du 16 février	ENT PRINCIPALE	M OUVRAGE QUARTET INSPECTION DU TRAVAIL SOUS TRAITANTS	ENT PRINCIPALE	ENT PRINCIPALE

<p>2006).</p> <p>Il est entendu que tout stockage et réutilisation d'agrégats d'enrobés dans des sites dépendants de votre DIR n'est possible qu'à condition que l'absence d'amiante soit avérée (voir le chapitre 4 de la présente note) et qu'en cas de doute les agrégats d'enrobés doivent être considérés comme des déchets et gérés comme décrit plus haut dans le présent paragraphe.</p>				
--	--	--	--	--

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>PROTECTIONS CONTRE LES POUSSIÈRES DE PLOMB</b>				
<b>Généralités</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* La protection des ouvriers exposés au plomb est légiférée par le décret n°88-120 du 01/02/1988 et les arrêtés du 11 Avril 1988 et du 15 Septembre 1988 ainsi que l'article L231 – 1 du Code du Travail.</li> <li>* Pour l'exécution de travaux en présence de peintures contenant du plomb, les entreprises doivent se conformer aux recommandations de la note technique n°22 éditée par la CRAMIF.</li> <li>* Toutes les entreprises et travailleurs indépendants intervenant dans un ouvrage ou une partie d'ouvrage et exposés au plomb métallique et à ses composant sont concernés.</li> <li>* Les interventions exposant aux poussières de plomb entrent dans la catégorie des travaux à risque. Les PPSPS des entreprises exposées (même pour des petites interventions comme des percements, tranchées...) doivent transmettre leur PPSPS à leur médecin du Travail et aux organismes de sécurité.</li> <li>* Ne jamais brûler de bois recouvert de peinture au plomb.</li> <li>* Utiliser systématiquement un aspirateur avec filtre à très haute efficacité.</li> <li>* Proscrire le balayage.</li> <li>* Si la zone d'intervention se situe dans une circulation, celle-ci devra être détournée par l'entreprise principale pendant l'intervention. Si elle se situe dans une zone de circulation incontournable, les travaux de dépose du plomb seront réalisés en dehors des heures de travail des autres entreprises (décalage de tâches, ou horaires décalés)..</li> <li>* Repérer les surfaces contenant du plomb qui seront conservées à l'issue des travaux, pour informer les intervenants ultérieurs (étiquettes adhésives, plaques) et les reporter sur un plan de repérage à intégrer dans le dossier de récolement.</li> <li>* Décrire dans le PPSPS, les équipements de protection collective utilisés (masque avec filtre P recommandé, gants lavables, combinaison jetable avec capuche)</li> </ul>	<p>T.C.E.</p> <p>T.C.E.</p> <p>ENT CONCERNEES</p> <p>ENTREPRISES CONCERNEES</p> <p>T.C.E.</p>		T.C.E.	
<b>Surveillance médicale</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Sont interdits d'accès aux zones à risque les femmes enceintes ainsi que les mineurs.</li> <li>* Une surveillance médicale spéciale est requise pour les salariés exposés au risque plomb donnant lieu à une fiche d'aptitude médicale par ouvrier établie par la médecine du travail et renouvelée tous les six mois ou tous les trois mois suivant l'exposition.</li> <li>* La liste du personnel apte à intervenir ainsi que la copie des fiches d'aptitude médicale, à jour, doivent être incluses dans le PPSPS.</li> </ul>				

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Formation et information</b>				
* Chaque entreprise devra former les ouvriers amenés à intervenir, concernant les risques liés à cette exposition. Cette information devra être renouvelée au moins tous les trois mois par l'entreprise ou la médecine du travail	ENT CONCERNEE			
* Chaque ouvrier recevra de son employeur une notice écrite précisant : - les dangers liés à l'exposition au plomb - les dangers liés à son poste de travail - les moyens de protection collective mis en œuvre - les précautions à prendre concernant son équipement de protection individuelle - les méthodes de travail offrant les meilleures garanties d'hygiène - la nécessité de se soumettre aux examens médicaux périodique	ENT CONCERNEE			
* Chaque entreprise devra prendre connaissance des diagnostics plomb effectués à la demande du maître d'ouvrage, et notamment du repérage des éléments de construction contenant du plomb.	T.C.E.			
<b>Mesures d'hygiène</b>				
* Il est interdit de manger, boire, fumer, manger du chewing-gum sur les lieux de travail. * Mettre à disposition des travailleurs du savon et des brosses à ongles. * Avant chaque pause (toilettes, boisson) nettoyer soigneusement la figure, se rincer la bouche, se brosser les mains et surtout les ongles, surtout pour les fumeurs. * De plus, après le travail et avant chaque repas, retirer les vêtements de travail et équipements de protection (à ne jamais ramener au domicile) et prendre une douche avant de quitter le chantier.	T.C.E.			
<b>Contrôle d'empoussièrement</b>				
* Avant le démarrage des travaux, un contrôle d'empoussièrement surfacique du sol doit être réalisé. * A la fin des travaux dans chaque zone, un nouveau contrôle d'empoussièrement surfacique du sol sera réalisé conformément à l'article R32-4 de l'arrêté du 12/07/1999. * Si le contrôle s'avère positif, un nettoyage complémentaire sera réalisé ainsi qu'un nouveau contrôle. * La concentration en vapeurs, fumée ou poussière de plomb dans l'air ne doit pas excéder 150 microgrammes par mètre cube en moyenne sur quarante heures				
<b>Tri et évacuation des déchets</b>				
* Avant le démarrage des travaux, la méthode de traitement du plomb doit prendre en compte l'aspect évacuation des déchets. * Les déchets contenant du plomb doivent être triés et les sacs étiquetés (origine, maître d'ouvrage, nature des déchets). Si la teneur en plomb lexical est inférieure à 50 mg/kg, les déchets peuvent être évacués dans des centres de stockage classiques (classe 2 pour les déchets industriels, classe 3 pour les gravais) Au-delà ils seront dirigés vers des décharges de classe 1.				

	A LA CHARGE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Démolitions partielles en intérieur</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Neutraliser ou protéger les réseaux pouvant présenter des risques.</li> <li>* Mettre en place des moyens d'évacuation des gravois limitant la pollution à l'extérieur de la zone de travail : sacs étanches, goulotte (ou trémie) fermée sur ses quatre faces jusqu'à une benne bâchée.</li> <li>* Prévoir les filières d'élimination des déchets recouverts de peinture au plomb</li> <li>* La zone de travaux sera isolée pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, à l'aide d'un polyane.</li> <li>* Le sol de la zone de travail sera bâché. Cette bâche sera doublée sur les sols difficiles à décontaminer.</li> <li>* Les meubles non déplaçables seront recouverts hermétiquement.</li> <li>* Créer un sas permettant l'accès et la sortie de la zone contaminée, de dimensions suffisantes pour servir à l'entrée de stockage provisoire de matériel, outillage, sacs, et permettre à la sortie le dépoussiérage et nettoyage des équipements non jetables et des sacs à déchets.</li> <li>* Brumiser les supports à l'avancement des travaux.</li> <li>* Au cas où le taux d'empoussièrement ne peut être réduit suffisamment, mettre en place un extracteur avec filtre à très haute efficacité et rejet d'air à l'extérieur, et compenser par des prises d'air.</li> <li>* Humidifier si possible les déchets, les ramasser et les évacuer à l'avancement Les stocker dans un local fermé, inaccessible au public ou une benne bâchée.</li> <li>* Le sol et les parties poncées doivent être nettoyés quotidiennement avec un aspirateur Proscrire le balayage.</li> <li>* En fin d'intervention, réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur. Proscrire le balayage Après un délai permettant aux poussières de se déposer, retirer l'isolement de zone et les films de protections et réaliser un nettoyage final (aspiration et essuyage humide)</li> <li>* Recueillir les eaux résiduelles pour traitement ultérieur par une entreprise spécialisée</li> </ul>	<p>LOTS FLUIDES</p> <p>MAÇONNERIE</p>			
<b>Démolition totale à l'air libre</b>				
<ul style="list-style-type: none"> <li>* Avant les travaux, réaliser une cartographie de la présence du plomb et de sa concentration.</li> <li>* Prévoir les filières d'élimination des déchets recouverts de peinture au plomb</li> <li>* Pour les travaux préparatoires à la démolition (saignées de désolidarisation, déshabillage du bâtiment...) dans des zones contenant des peintures chargées de plomb, se référer aux mesures de prévention envisagées pour les percements et démolitions intérieures.</li> <li>* Pendant la dépose de parties plombées, ne pas faire intervenir d'autres entreprises</li> <li>* Equiper tout le personnel évoluant sur le chantier des équipements de protection appropriés pour éviter le contact avec des matériaux pollués.</li> <li>* Pulvériser en continu afin de supprimer l'émission de poussières.</li> <li>* Utiliser de préférence des engins dont les cabines sont dotées de dispositifs de filtration et de climatisation maintenant l'air en légère surpression.</li> </ul>	DEMOLITION			

## MESURES GENERALES R MESURES DE PREVENTION EN CAS DE CANICULE

	A LA CHARGE DE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Généralités</b>				
<p>* Une canicule est définie par plusieurs seuils combinés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Température supérieure à 30°C la journée</li> <li>- Température supérieure à 25°C la nuit</li> <li>- Pendant plus de 48 heures</li> </ul> <p>* Le Ministère du Travail précise dans sa circulaire DGT n°9 du 4 juillet 2013 l'application du dispositif du Plan Canicule aux travailleurs.</p> <p>* L'analyse des remontées de terrain ont fait apparaître parmi les sujets prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'aménagement des horaires et/ou des postes de travail</li> <li>- l'aménagement de l'environnement de travail</li> <li>- la diminution de la charge physique des postes les plus pénibles</li> <li>- l'information des travailleurs</li> </ul> <p>*L'ensemble des mesures doit être mis en place dès le premier niveau d'alerte.</p>				
<b>Veille météorologique</b>				
<p>* L'entreprise contractera auprès d'un service compétent un abonnement précisant les prévisions à 24 heures et les relevés des situations réellement survenues afin d'être avertie de la mise en place du plan Canicule et de son niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Niveau 1 – veille saisonnière (carte de vigilance verte)</li> <li>- Niveau 2 – avertissement chaleur (carte de vigilance jaune)</li> <li>- Niveau 3 – alerte canicule (carte de vigilance orange)</li> <li>- Niveau 4 – mobilisation maximale (carte de vigilance rouge)</li> </ul> <p>*Ce service comprendra une alerte en cas de dépassement de l'un de ces seuils</p> <p>*Cette alerte sera diffusée à toutes les entreprises intervenant sur le chantier et notée au compte rendu de la Maîtrise d'œuvre</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	

	A LA CHARGE DE	MIS A LA DISPOSITION DE	GERE PAR	DEPOSE PAR
<b>Prévention</b>				
<p>* L'entreprise installera obligatoirement des réfrigérateurs (ou fontaines à eau rafraîchie) dans les réfectoires                      Chacun d'entre eux pourra contenir 1,5 litre par personne présente sur le chantier (prévoir une contenance pour chaque réfrigérateur de 135 litres)                      Ils seront quotidiennement réapprovisionnés pour pouvoir mettre à la disposition de chaque travailleur 3 litres d'eau potable et fraîche (art R.4534-143)</p> <p>* L'installation d'un brumisateur est recommandée.</p> <p>*Mettre à disposition des travailleurs un local permettant leur accueil dans des conditions préservant leur santé et leur sécurité en cas de survenance de conditions climatiques susceptibles d'y porter atteinte. A défaut d'un tel local, des aménagements du chantier doivent permettre la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs dans des conditions équivalentes (art R.4534-142-1 du code du travail).</p> <p>*Les postes de travail extérieurs doivent être aménagés de telle façon que les travailleurs soient protégés, dans la mesure du possible, contre les conditions atmosphériques (art R.4225-1) telles que les intempéries (prévoir des zones d'ombre, des abris, des locaux climatisés...)</p> <p>*Augmenter la fréquence des poses</p>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	
<b>Mesures d'information</b>				
<p>* Un quart d'heure prévention sera réalisé toutes les semaines afin de rappeler au personnel T.C.E. les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Boire de l'eau fraîche tous les ¼ d'heure</li> <li>- Porter des vêtements légers et clairs</li> <li>- Protéger la tête du soleil</li> <li>- Mouiller régulièrement la nuque et les avant bras</li> <li>- faire des repas légers et ne pas consommer d'alcool</li> <li>- Ne pas travailler seul</li> <li>- Observer le comportement des collègues et donner l'alerte dès les premiers symptômes de coup de chaleur</li> <li>- Préciser et présenter les secouristes présents sur le chantier</li> </ul>	ENT PRINCIPALE	T.C.E.	ENT PRINCIPALE	



# 4

## LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS EN CONCERTATION AVEC LE C S.P.S.

### A - INSPECTION COMMUNE ET PREPARATION DU P.P.S.P.S.

- \* Préalablement à toute intervention sur le chantier, chaque entrepreneur, contractant ou sous-traitant, doit procéder à une inspection commune du site avec le coordonnateur.
- \* Les procédures d'installation et les consignes de sécurité mises au point lors de cette visite devront figurer au P.P.S.P.S. des entreprises.
- \* Le P.P.S.P.S. doit être remis au coordonnateur au plus tard 15 jours avant intervention.
- \* Une semaine au moins avant son arrivée, le chef de chantier ou chef d'équipe de l'entreprise sera présenté au coordonnateur pour confirmer la passation des consignes et mettre au point les modalités de son installation de chantier.

### B - ENTREPRISES TITULAIRES D'UN MARCHE DE TRAVAUX

- \* Les entreprises contractantes faisant appel à des sous-traitants, ou à des tâcherons, ou à des personnels intérimaires, restent entièrement responsables de l'application des règles élémentaires de sécurité tant collectives qu'individuelles par ces personnels.
- \* Elles doivent informer le coordonnateur de leur arrivée sur le chantier, au moins quinze jours à l'avance.

### C - SOUS-TRAITANTS

- \* Dans le cas où un entrepreneur sous-traite une partie du contrat qu'il a conclu avec le maître d'ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du présent PGC ainsi que, si nécessaire, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Il doit aussi l'informer de l'obligation de participer au C.I.S.S.C.T.
- \* Le sous-traitant devra être préalablement agréé par le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage.
- \* Il devra procéder, comme ci-dessus à une visite commune du chantier avec le coordonnateur et il lui fournira son PPSPS au plus tard 10 jours avant tout commencement de travaux.
- \* Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il est tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les coordonnées des autres sous-traitants, et de leur transmettre son PPSPS et sur leur demande, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.

### D - ARTISANS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

- \* Les travailleurs indépendants, ou les employeurs exerçant directement leur activité sur le chantier, soit titulaires du contrat, soit sous-traitants d'un contractant, doivent se soumettre aux mêmes règles de sécurité que les personnels des entreprises contractantes.
- \* Ils en seront informés par l'entreprise contractante et leurs contrats de sous-traitance devront se conformer aux dispositifs du « contrat-type de sous-traitance du BTP » signé le 7 mars 1995 par les organisations professionnelles, pour ce qui concerne le paragraphe 2-3 Hygiène et Sécurité.

### E - PERSONNELS INTERIMAIRES

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- \* le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné
- \* le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a bien été délivré
- \* l'intéressé est en règle au point de vue de la carte de travail et carte de séjour
- \* le personnel a subi la formation à la sécurité (décret du 20 mars 1979)

# 5

## LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS L'EVACUATION DES PERSONNELS ET LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION

### A - TELEPHONE

- \* Le poste de téléphone du chantier doit toujours être accessible jusqu'à la réception des travaux, même s'il s'agit d'un téléphone portable.

### B - CONSIGNES ET AFFICHAGE

- \* Une affiche « appel en cas d'urgence » à renseigner, semblable au modèle ci-après sera rédigé par l'entreprise principale et affichée et maintenue visible sur toute zone de travail.
- \* Listes à afficher sur le panneau d'affichage:
  - des secouristes (formés ou à former) dans le chantier
  - du matériel médical existant sur le chantier
  - mesures prévues pour l'évacuation rapide de tout accidenté grave (plan de secours)

### C - CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT

- \* Les consignes à tenir en cas d'accident figurent parmi les obligations de formation et d'information de chaque entrepreneur, pour chaque salarié arrivant sur le chantier.
- \* Elles sont reproduites sur le PPSPS de l'entreprise.
- \* Lors d'un accident, l'entreprise concernée enverra une personne à l'entrée du chantier pour guider les secours

### D - SECOURISTES

- \* Il devra y avoir, à tout instant sur le chantier, un secouriste pour un maximum de 20 travailleurs.
- \* Cet effectif étant rarement atteint par une équipe sur le même chantier, les employeurs ont intérêt à assurer la formation d'un plus grand nombre de secouristes du travail.
- \* Les secouristes doivent pouvoir agir en toute circonstance sur le chantier, et vis-à-vis de tout accidenté, à quelque entreprise qu'il appartienne.
- \* Les secouristes doivent porter un signe distinctif sur leur vêtement de travail ou un autocollant sur leur casque.
- \* Ils doivent inscrire leur nom dès leur arrivée sur le chantier, sur une liste apposée au tableau d'affichage.
- \* Il est rappelé que nul ne doit s'improviser secouriste s'il n'a reçu la formation spécifique et suivi les recyclages obligatoires sanctionnés par un brevet.
- \* Les attestations de ces secouristes devront être préalablement fournies au Coordonnateur.
- \* Les entreprises suivantes devront avoir au minimum pendant toute la durée de leur intervention, un secouriste formé sur le chantier :
  - L'entreprise principale
- \* En cas de nécessité au vu des effectifs, les entreprises principales devront affecter au chantier, ou former, le nombre de secouristes complémentaires.

## **E - MATERIEL DE SECOURS**

- \* Chaque entreprise doit fournir à ses équipes sur chantier des troussees ou armoires de pharmacie.
- \* Elles doivent être convenablement renouvelées et vérifiées par le chef de chantier ou le secouriste avant l'arrivée sur le chantier.
- \* La liste et le mode d'emploi de chaque médicament devra figurer dans chaque trousse, et dans le PPSPS remis au chef de chantier ou chef d'équipe

## **F - FORMALITES A ACCOMPLIR EN CAS D'ACCIDENT**

- \* Remplir la fiche jointe en annexe dans tous les cas et en fournir un exemplaire au coordonnateur pour visa.
  - \* Etablir la déclaration d'accident du travail à la CRAM du lieu de l'accident.
  - \* Se procurer la photocopie de la déclaration de l'entreprise de travail temporaire ou du sous-traitant si c'est le cas.
  - \* En fournir la copie au coordonnateur.
  - \* Informer le coordonnateur des suites de l'accident : durée de l'arrêt de travail, séquelles...
  - \* Faire porter l'analyse de cet accident à l'ordre du jour de la prochaine réunion du CISSCT qui peut avoir à adopter des mesures en conséquence.
  - \* Le PPSPS de chaque entreprise doit comporter les adresses et numéros de téléphone des responsables à prévenir en cas d'accident.
- 
- \* Les entreprises contractantes et leurs sous-traitants sont tenus de signaler impérativement toute situation dangereuse ou presque accident dont ils ont connaissance sur le chantier, et d'informer le Maître d'ouvrage et le Coordonnateur de l'analyse et des mesures correctives et préventives décidées.

## EN CAS D'ACCIDENT

Ce document rappelle la conduite à tenir en cas d'accident. Il doit être affiché sur les lieux de travail et dans les véhicules (art. L.4711-1 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

Appelez le sauveteur-secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

1 Téléphonez au :

2 Dites :  
Ici chantier :  
à (commune, arrondissement) :  
n° rue  
Autre point de repère :  
Téléphone chantier :

3 Précisez : • la nature de l'accident (éboulement, asphyxie, chute...)  
• l'emplacement du blessé (le blessé est sur un toit, au sol, dans une fouille...)  
• s'il y a nécessité de dégagement

4 Signalez le nombre de blessés et leur état (trois blessés dont un saigne et un ne parle pas...)

5 Décrivez l'intervention du secouriste (premiers soins, bouche-à-bouche...)

6 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point afin de guider les secours

7 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier



**Sauveteurs-secouristes du travail** : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou leur tenue de travail.

Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom

